Commission européenne

Eurobaromètre Standard 84
Automne 2015

Premiers résultats

L'opinion publique dans l'Union européenne

Terrain
Novembre 2015
Publication
Décembre 2015

Etude commandée et coordonnée par la Commission européenne,
Direction générale Communication

Le présent document ne représente pas le point de vue de la Commission européenne.
Les interprétations et opinions qu'il contient n'engagent que les auteurs.

Eurobaromètre Standard 84 – Vague EB84.3 – TNS opinion & social

Eurobaromètre Standard 84

Automne 2015

Premiers résultats

L'opinion publique dans l'Union européenne

Terrain : novembre 2015

Etude réalisée par TNS opinion & social à la demande de la Commission européenne,
Direction générale Communication

Etude coordonnée par la Commission européenne, Direction générale Communication
(DG COMM Unité « Stratégie, actions de communication corporate et Eurobaromètre »)

Numéro du projet 2015.6899
Titre du projet Eurobaromètre Standard 84 – Automne 2015
« L'opinion publique dans l'Union européenne, premiers résultats »

Version linguistique FR
Numéro de catalogue NA-01-15-977-FR-N
ISBN 978-92-79-54164-3
doi:10.2775/348954

© Union européenne, 2015

http://ec.europa.eu/COMMFrontOffice/PublicOpinion/index.cfm/General/index

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION 3

I. LES EUROPÉENS ET LES INSTITUTIONS POLITIQUES 6

1 Image de l'Union européenne : tendance 6

2 Image de l'Union européenne : résultats nationaux 7

3 Confiance dans les gouvernements et parlements nationaux et dans l'Union européenne : tendance 9

4 Ma voix compte dans l'Union européenne : tendance 10

5 Ma voix compte dans l'Union européenne : résultats nationaux 11

6 Le futur de l'Union européenne : tendance 12

7 Le futur de l'Union européenne : résultats nationaux 13

II. LES PRINCIPALES PRÉOCCUPATIONS DES EUROPÉENS 14

1 Principales préoccupations au niveau européen : évolutions 14

2 Principales préoccupations au niveau européen : résultats nationaux 15

3 Principales préoccupations au niveau national : évolutions 17

4 Principales préoccupations au niveau national : résultats nationaux 18

III. LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET L'EURO 20

1 Situation actuelle de l'économie au niveau national : résultats nationaux et évolutions 20

2 Impact de la crise sur l'emploi : tendance 22

3 Impact de la crise sur l'emploi : résultats nationaux et évolutions 23

4 Attentes pour les douze prochains mois : aspects généraux et personnels 25

5 Soutien en faveur d'une union économique et monétaire européenne avec une seule monnaie, l'euro : tendance 26

6 Soutien en faveur d'une union économique et monétaire européenne avec une seule monnaie, l'euro : résultats nationaux et évolutions 27

IV. QUESTIONS PRIORITAIRES 28

1 L'investissement 28

2 Les migrations 29

3 Le marché intérieur 32

4 Soutien en faveur d'un accord de libre-échange et d'investissement entre l'Union européenne et les Etats-Unis 33

V. LA CITOYENNETÉ EUROPÉENNE 34

1 Le sentiment de citoyenneté de l'Union européenne : résultats nationaux 34

2 Les résultats les plus positifs de l'Union européenne : évolutions 35

CONCLUSION 36

ANNEXES

Spécifications techniques

INTRODUCTION

Ce rapport présente les premiers résultats obtenus dans le cadre de l'enquête Eurobaromètre Standard 84 (EB84), réalisée entre le 7 et le 17 novembre 2015 dans 34 pays ou territoires[1] : les 28 Etats membres de l'Union européenne (UE), cinq pays candidats (l'ancienne République yougoslave de Macédoine, la Turquie, le Monténégro, la Serbie et l'Albanie) et la communauté chypriote turque dans la partie du pays qui n'est pas contrôlée par le Gouvernement de la République de Chypre.

Ce rapport « Premiers résultats » fournit une sélection de données sur des sujets tels que la situation politique européenne et l'économie. Il est publié conjointement aux résultats de l'enquête Eurobaromètre Standard, qui sont repris dans un document annexe.

Le rapport complet, dans lequel sont analysés l'ensemble des résultats de l'Eurobaromètre Standard de l'automne 2015, comportera plusieurs volumes. Le premier volume expose les principales tendances de l'opinion publique dans l'Union européenne sur les questions politiques et économiques. Trois autres volumes présentent les opinions des Européens sur d'autres thèmes : les priorités de la Commission européenne ; la citoyenneté européenne ; les habitudes médiatiques dans l'Union européenne.

L'enquête de l'automne 2015 (EB84) a été réalisée quelques jours après la publication, par la Commission européenne, des prévisions économiques de l'automne 2015[2], qui ont confirmé que l'économie de l'Union européenne est sur la voie de la reprise.

La croissance du PIB pour l'année 2015 devrait s'élever à 1,9% dans l'UE et à 1,6% dans la zone euro, ce qui constitue un meilleur résultat que ce que laissaient entrevoir les prévisions publiées à l'automne 2014 (respectivement 1,5% et 1,1%). En outre, les prévisions pour 2016 s'améliorent légèrement, avec une croissance du PIB de 2,0% dans l'UE et de 1,8% dans la zone euro. Quoique le taux de chômage reste assez élevé, il poursuit sa baisse entamée en 2013 : à 9,3% en octobre 2015, le chômage au sein de l'UE28 est plus bas qu'en octobre 2014 (il atteignait alors 10,1%, soit une baisse de -0,8 points de pourcentage)[3]. Une baisse du même ordre peut être observée dans la zone euro (10,7% de chômage, contre 11,5% en octobre 2014, soit une baisse de -0,8 points de pourcentage).

La crise des réfugiés est entrée dans une nouvelle phase à l'été 2015, avec l'arrivée en Europe, par la mer, de plus de 100 000 personnes par mois en août, septembre et octobre[4]. Désormais, ce sont près de 900 000 réfugiés et migrants qui sont entrés dans l'UE par mer en 2015, contre 216 054 en 2014. Au cours de son discours sur l'état de l'Union le 9 septembre 2015[5], Jean-Claude Juncker a souligné l'importance cruciale de cette question pour l'UE : « La priorité absolue aujourd'hui est et doit être de répondre à la crise des réfugiés ». De nouvelles approches et de nouvelles orientations visant à gérer cette crise ont été discutées dans le cadre de réunions internationales de haut niveau, ainsi qu'au Conseil européen, le 15 octobre 2015[6].

Le 13 novembre[7], Paris a été frappée par les attaques terroristes les plus meurtrières en France depuis la seconde guerre mondiale, qui ont fait 130 morts. Elles ont été revendiquées par l'Etat islamique.

Quelques jours après la fin du travail de terrain, la France accueillait la Conférence de Paris sur le Climat (COP 21), en présence de plus de 145 chefs d'Etat et de gouvernement étrangers.

[1] Veuillez consulter les spécifications techniques pour connaître les dates exactes des entretiens dans chaque pays.
[2] http://ec.europa.eu/economy_finance/publications/eeip/pdf/ip011_en.pdf
[3] http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Unemployment_statistics#Main_statistical_findings
[4] http://data.unhcr.org/mediterranean/regional.php
[5] http://europa.eu/rapid/press-release_SPEECH-15-5614_fr.htm
[6] http://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2015/10/16-euco-conclusions/
[7] Les attaques ont eu lieu alors que se déroulait le travail de terrain de l'enquête (du 7 au 17 novembre 2015) : moins d'un quart des entretiens ont été menés après les attaques (6 390 entretiens sur un total de 27 681 entretiens dans l'UE).

Depuis l'enquête Eurobaromètre Standard du printemps 2015, des élections nationales se sont tenues en Lettonie, au Danemark, en Grèce, au Portugal et en Pologne. Des élections nationales se sont également tenues en Croatie le 8 novembre 2015, peu après le début du travail de terrain.

Ce rapport présente les résultats recueillis dans les 28 Etats membres de l'UE et se divise en cinq parties. La première partie aborde la façon dont les Européens perçoivent leurs institutions politiques, le parlement et le gouvernement de leur pays, ainsi que l'UE et ses institutions. Elle se penche par ailleurs sur la question de savoir si les citoyens de l'UE ont le sentiment que leur voix compte dans l'UE. La deuxième partie porte sur les principales inquiétudes exprimées par les Européens aux niveaux national et européen. La partie suivante recueille l'opinion des Européens sur la situation économique actuelle, leurs attentes pour les douze mois à venir et leur opinion sur l'euro. La quatrième partie se concentre sur ce que pensent les Européens de certains sujets prioritaires, notamment les investissements, le commerce et la question des migrations, et la cinquième soulève la question de la citoyenneté européenne.

La méthodologie utilisée est celle des enquêtes Eurobaromètre Standard de la Direction générale Communication (Unité « Stratégie, actions de communication corporate et Eurobaromètre »)[8]. Une note technique relative aux entretiens réalisés par les instituts du réseau TNS Opinion & Social est présentée en annexe à ce rapport. Elle précise également les intervalles de confiance[9].

Note : Dans ce rapport, les pays sont mentionnés par leur abréviation officielle. Les abréviations utilisées dans ce rapport sont les suivantes :

Belgique	BE	Lituanie	LT
Bulgarie	BG	Luxembourg	LU
République tchèque	CZ	Hongrie	HU
Danemark	DK	Malte	MT
Allemagne	DE	Pays-Bas	NL
Estonie	EE	Autriche	AT
Irlande	IE	Pologne	PL
Grèce	EL	Portugal	PT
Espagne	ES	Roumanie	RO
France	FR	Slovénie	SI
Croatie	HR	Slovaquie	SK
Italie	IT	Finlande	FI
République de Chypre	CY*	Suède	SE
Lettonie	LV	Royaume-Uni	UK
Communauté chypriote turque			CY (tcc)
Albanie	AL	Turquie	TR
Monténégro	ME	Serbie	RS
Ancienne République yougoslave de Macédoine			MK**
Union européenne – moyenne pondérée pour les 28 Etats membres			UE28
BE, FR, IT, LU, DE, AT, ES, PT, IE, NL, FI, EL, EE, SI, CY, MT, SK, LV, LT			Zone euro
BG, CZ, DK, HR, HU, PL, RO, SE, UK			Hors zone euro

* Chypre dans son ensemble est l'un des 28 Etats membres de l'Union européenne. Cependant, l'« acquis communautaire » a été suspendu dans la partie du pays qui n'est pas contrôlée par le Gouvernement de la République de Chypre. Pour des raisons pratiques, seuls les entretiens réalisés dans la partie du pays sous contrôle du Gouvernement de la République de Chypre sont inclus dans la catégorie « CY » et dans la moyenne de l'UE28.

** Abréviation provisoire ne préjugeant pas de la nomenclature définitive de ce pays qui sera convenue après la conclusion de négociations actuellement en cours aux Nations unies.

Nous souhaitons remercier l'ensemble des personnes interrogées dans l'Union européenne qui ont pris le temps de participer à cette enquête.

Sans leur participation active, cette étude n'aurait pas été possible.

[8] http://ec.europa.eu/public_opinion/index_fr.htm

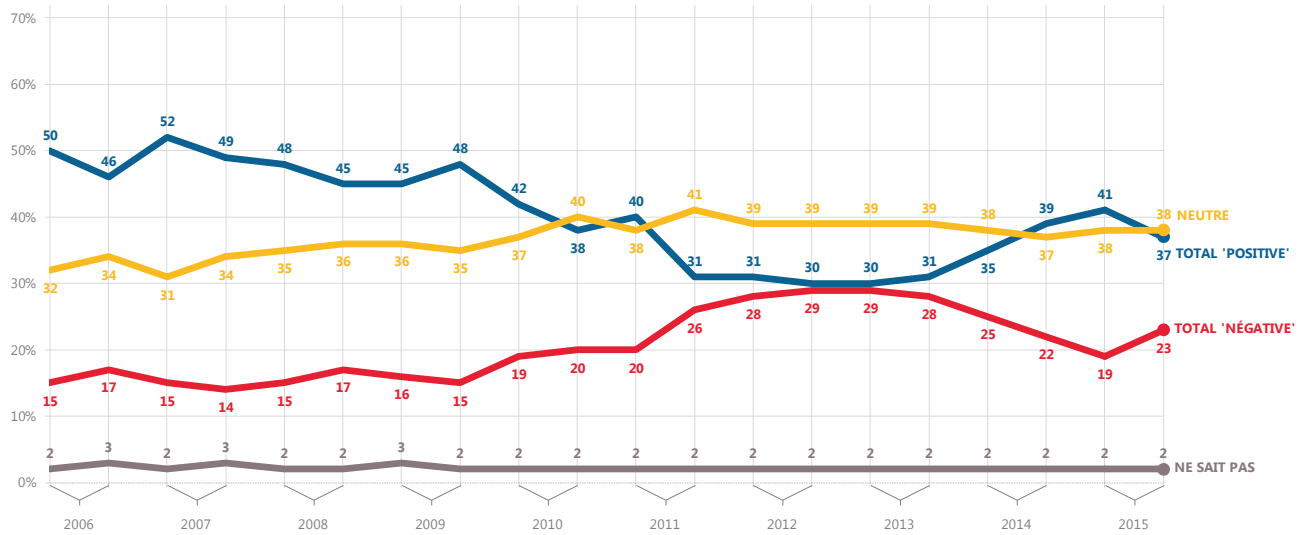
[9] Les tableaux de résultats se trouvent en annexe. Il convient de noter que le total des pourcentages présentés dans les tableaux de ce rapport peut dépasser 100% lorsque la personne interrogée a la possibilité de donner plusieurs réponses à une même question.

I. LES EUROPÉENS ET LES INSTITUTIONS POLITIQUES

1 Image de l'Union européenne : tendance

Alors que l'image de l'UE était majoritairement positive dans les enquêtes de l'automne 2014 et du printemps 2015, l'image neutre domine de nouveau : 37% des Européens ont une image positive de l'UE (-4 points de pourcentage par rapport au printemps 2015), tandis que 38% en ont une image neutre (stable). La proportion des Européens ayant une image négative de l'UE a progressé et atteint désormais 23% (+4) ; lors des quatre enquêtes précédentes, cette proportion avait reculé sans discontinuer.

QA9 En général, l'image que vous avez de l'UE est-elle très positive, assez positive, neutre, assez négative ou très négative ?
(% - UE)



2 Image de l'Union européenne : résultats nationaux

L'Union européenne évoque avant tout une image positive dans 11 Etats membres (contre 15 Etats membres au printemps 2015). Les pays dans lesquels les personnes interrogées sont proportionnellement les plus nombreuses à avoir une image positive de l'UE sont la Roumanie (57%), la Pologne (55%), l'Irlande (54%), la Lituanie (53%) et la Croatie (51%). Dans 15 pays (contre 10 lors de la précédente enquête), une majorité de la population a une image neutre de l'UE. A Chypre et en Autriche, la majorité en a une image négative (c'était déjà le cas pour ces deux pays au printemps 2015).

Dans 24 Etats membres, les proportions de personnes interrogées ayant une image positive de l'UE ont reculé. Les évolutions les plus marquantes concernent l'Estonie (36%, -13 points de pourcentage), l'Allemagne (34%, -11) et la République tchèque (27%, -10).

QA9 En général, l'image que vous avez de l'UE est-elle très positive, assez positive, neutre, assez négative ou très négative ?
(%)

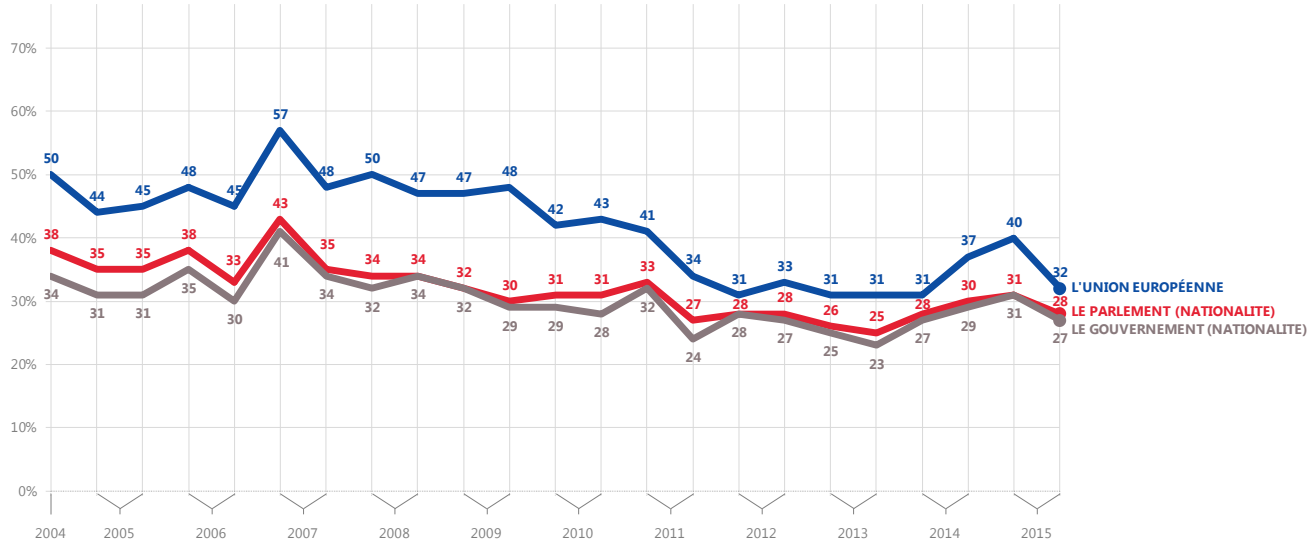
	Total 'Positive'	Aut.2015 - Pr.2015	Total 'Négative'	Aut.2015 - Pr.2015	Ne sait pas
UE28	37	▼ 4	23	▲ 4	2
HR	51	▲ 4	12	=	0
PL	55	▲ 2	7	=	3
PT	42	=	15	▼ 2	2
IT	38	=	23	▼ 2	2
ES	33	▼ 1	18	▲ 2	3
LT	53	▼ 2	6	▲ 1	1
FR	35	▼ 2	25	▲ 4	2
UK	30	▼ 2	31	▲ 3	3
CY	22	▼ 2	41	▼ 1	1
IE	54	▼ 3	14	▲ 2	2
SE	39	▼ 3	25	▲ 3	0
DK	36	▼ 3	18	▲ 2	1
SK	35	▼ 3	24	▲ 6	1
EL	22	▼ 3	38	▲ 1	0
BE	39	▼ 4	23	▲ 2	0
HU	39	▼ 4	20	▲ 7	1
SI	33	▼ 4	21	▲ 5	1
RO	57	▼ 5	9	▼ 1	2
FI	32	▼ 5	20	▲ 4	0
AT	23	▼ 6	41	▲ 5	1
BG	48	▼ 7	17	▲ 3	1
LU	45	▼ 7	20	▲ 3	0
LV	32	▼ 7	17	▲ 6	2
MT	43	▼ 8	10	▲ 2	1
NL	34	▼ 8	25	▲ 4	0
CZ	27	▼ 10	31	▲ 11	0
DE	34	▼ 11	27	▲ 10	1
EE	36	▼ 13	12	▲ 4	2

3 Confiance dans les gouvernements et parlements nationaux et dans l'Union européenne : tendance

La confiance dans l'Union européenne est en recul par rapport au printemps 2015 (32%, -8 points de pourcentage). La confiance dans l'Union européenne reste un peu plus élevée que la confiance dans les institutions politiques nationales, laquelle a également perdu du terrain par rapport au printemps 2015, quoique dans une moindre mesure : 28% des Européens font plutôt confiance à leur parlement national (-3) et 27% font plutôt confiance à leur gouvernement national (-4).

Dans le même temps, la proportion de citoyens européens qui ne font plutôt pas confiance à l'UE a progressé (55%, +9 points de pourcentage) ; les proportions de ceux qui ne font « plutôt pas confiance » à leur parlement national (64%, +2) et à leur gouvernement national (66%, +3) ont également augmenté, même si ces hausses sont plus limitées.

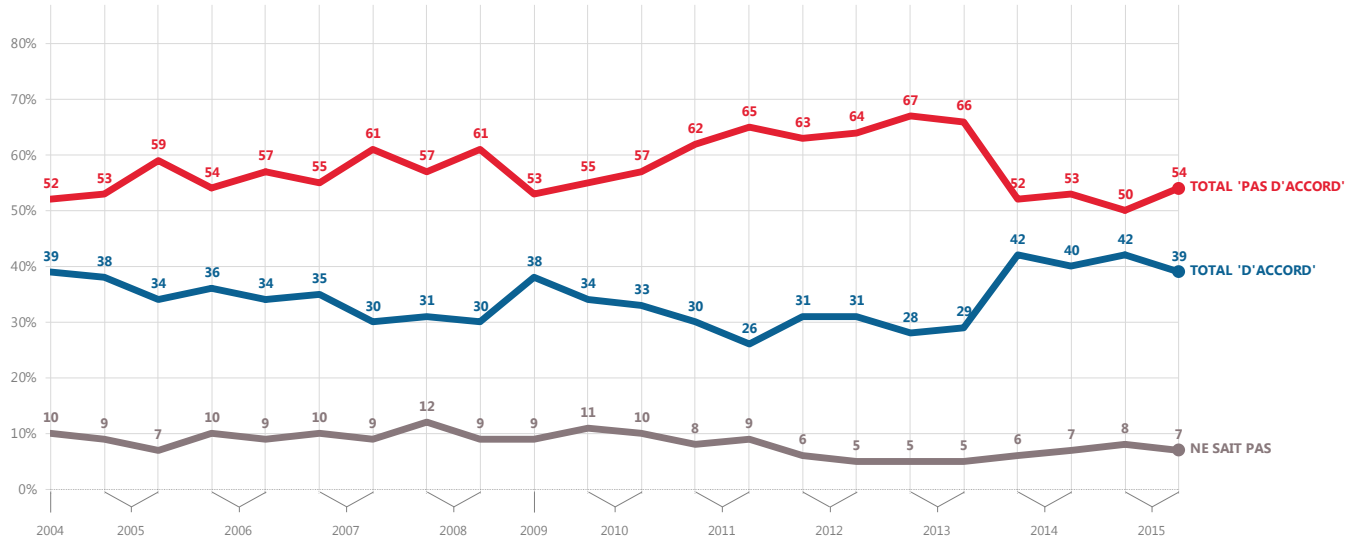
QA8a Je voudrais maintenant vous poser une question à propos de la confiance que vous inspirent certains médias et certaines institutions. Pour chacun des médias suivants et chacune des institutions suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en lui\elle.
(% - UE - PLUTÔT CONFIANCE)



4 Ma voix compte dans l'Union européenne : tendance

La proportion d'Européens qui estiment que leur voix compte dans l'Union européenne s'élève à 39% (-3 points de pourcentage par rapport au printemps 2015). Dans le même temps, plus de la moitié des Européens sont en désaccord avec cette affirmation (54%, +4). C'est toutefois le troisième meilleur résultat enregistré pour cette opinion depuis 2004, après les 42% atteints au printemps 2014 et au printemps 2015 et les 40% enregistrés à l'automne 2014.

D72.1 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des affirmations suivantes ?
Ma voix compte dans l'UE (% - UE)

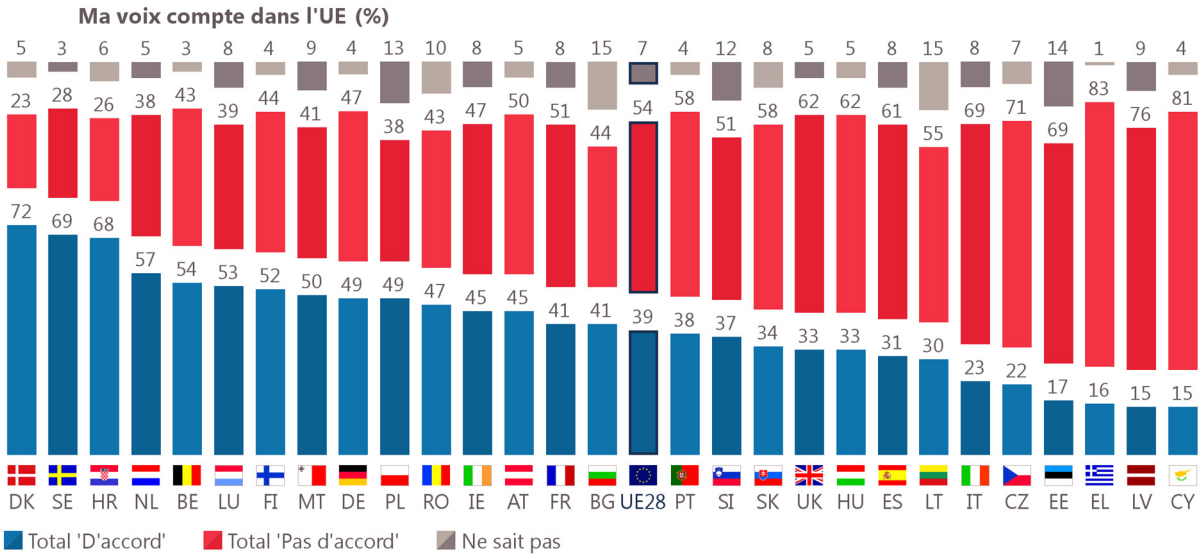


5 Ma voix compte dans l'Union européenne : résultats nationaux

Dans 11 Etats membres (contre 13 au printemps 2015), une majorité de personnes interrogées estime que leur voix compte dans l'Union européenne. Les proportions les plus élevées sont enregistrées, comme au printemps 2015, au Danemark (72%), en Suède (69%) et en Croatie (68%). A l'inverse, moins d'un cinquième de la population est de cet avis en Lettonie (15%), à Chypre (15%), en Grèce (16%) et en Estonie (17%).

Le sentiment que « ma voix compte dans l'Union européenne » a reculé dans 19 Etats membres, de manière la plus frappante en Hongrie (33%, -14 points de pourcentage), en Estonie (17%, -10) et à Malte (50%, -10).

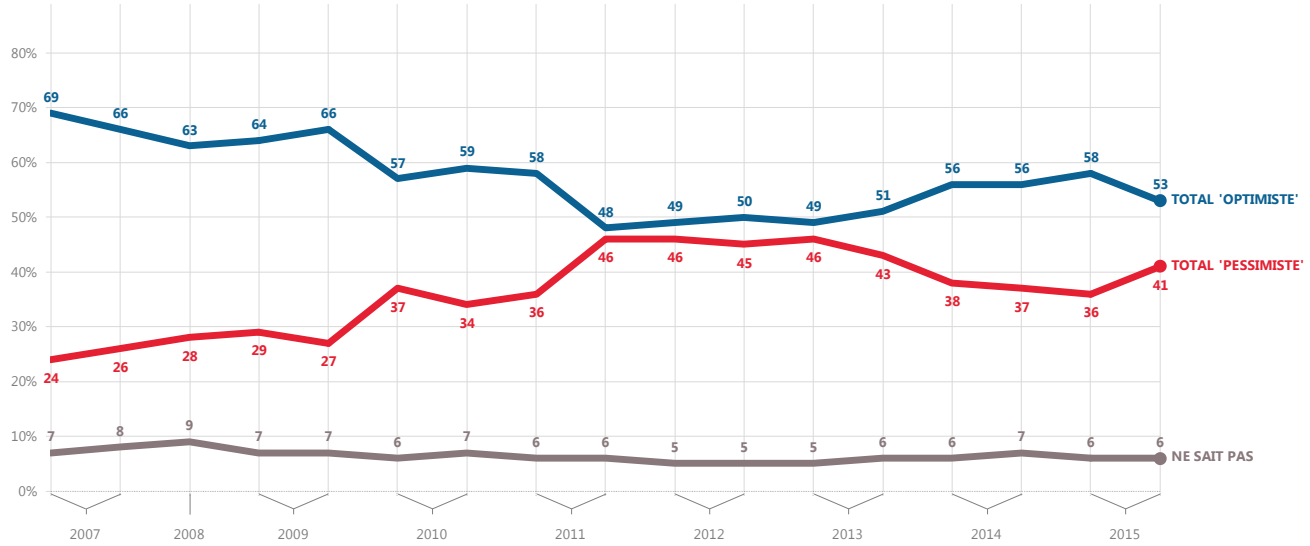
D72.1 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des affirmations suivantes ?



6 Le futur de l'Union européenne : tendance

Si l'optimisme quant au futur de l'UE a progressé de manière continue depuis l'automne 2013, il perd désormais un peu de terrain : 53% des Européens se déclarent aujourd'hui optimistes quant au futur de l'UE (-5 points de pourcentage par rapport au printemps 2015). Le pessimisme est, quant à lui, en hausse (41%, +5) et dépasse les 40% pour la première fois depuis l'automne 2013.

QA19 Diriez-vous que vous êtes très optimiste, plutôt optimiste, plutôt pessimiste ou très pessimiste concernant le futur de l'UE ?
(% - UE)



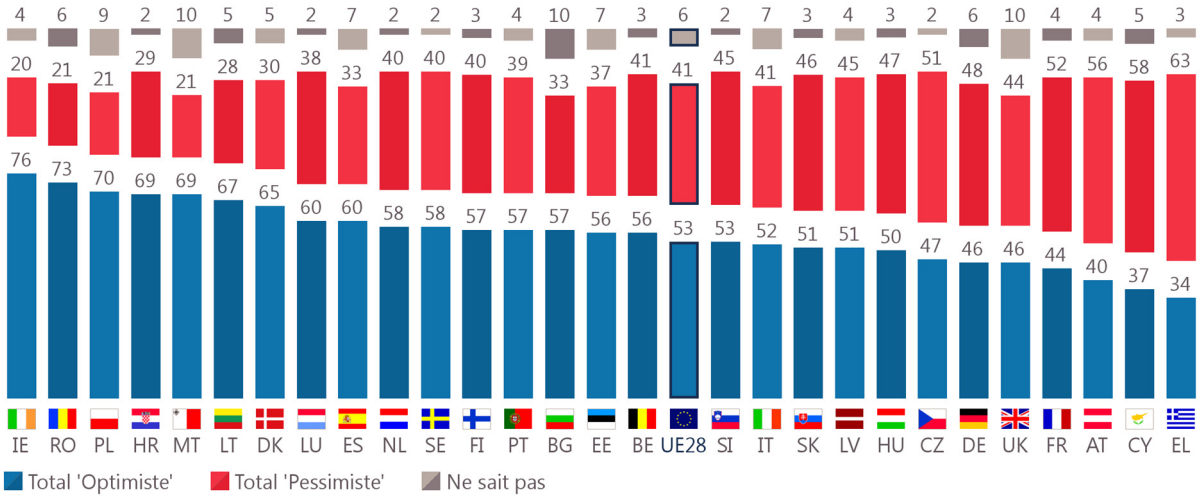
7 Le futur de l'Union européenne : résultats nationaux

Dans 22 Etats membres (contre 26 au printemps 2015), une majorité de personnes interrogées se déclare optimiste pour le futur de l'UE. En tête de ces pays se trouvent l'Irlande (76%), la Roumanie (73%) et la Pologne (70%). A l'inverse, l'optimisme est au plus bas en Grèce (34% contre 63% de « pessimistes »), à Chypre (37% contre 58%) et en Autriche (40% contre 56%). Dans ces trois pays, une majorité de personnes interrogées est pessimiste. C'est également le cas en France (44% contre 52%), en Allemagne (46% contre 48%) et en République tchèque (47% contre 51%).

L'optimisme a reculé dans 25 Etats membres par rapport au printemps 2015. Les baisses les plus marquées touchent l'Allemagne (46%, -14 points de pourcentage) et les Pays-Bas (58%, -13).

QA19 Diriez-vous que vous êtes très optimiste, plutôt optimiste, plutôt pessimiste ou très pessimiste concernant le futur de l'UE ?

(%)

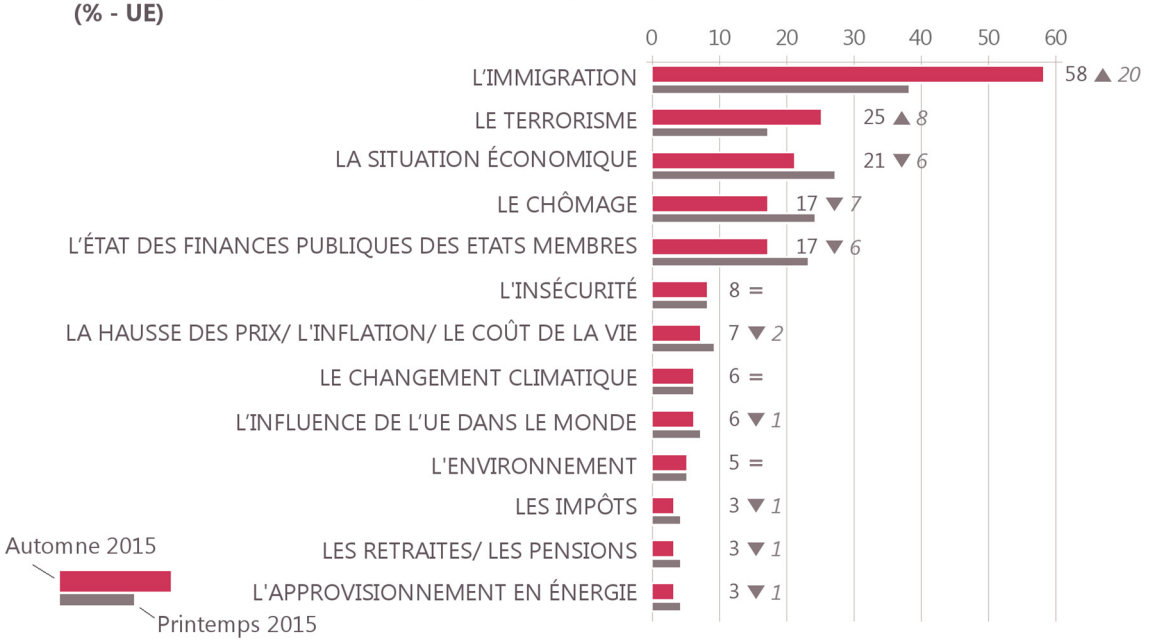


II. LES PRINCIPALES PRÉOCCUPATIONS DES EUROPÉENS

1 Principales préoccupations au niveau européen : évolutions

L'immigration est considérée comme le principal problème auquel doit faire face l'UE : elle est mentionnée par 58% des Européens, après une hausse de 20 points par rapport au printemps 2015. Depuis le printemps 2013, l'immigration a été de plus en plus citée : +2 points de pourcentage au printemps 2013 ; +6 à l'automne 2013 ; +5 au printemps 2014 ; +3 à l'automne 2014 ; +14 au printemps 2015 et +20 à l'automne 2015. En deuxième position, on trouve le terrorisme (25%, +8 points de pourcentage par rapport au printemps 2015 et +19 par rapport au printemps 2014)[10]. La situation économique (21%, -6), le chômage (17%, -7) et l'état des finances publiques (17%, -6) se classent respectivement en troisième et en quatrième position à égalité.

QA5 A votre avis, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face l'UE actuellement ? **(% - UE)**



[10] Le travail de terrain a été mené du 7 au 17 novembre. Dans l'ensemble, plus des trois quarts des entretiens se sont déroulés avant les attaques de Paris du 13 novembre (90% en France).

2 Principales préoccupations au niveau européen : résultats nationaux

Dans 27 Etats membres, **l'immigration** est considérée comme le principal problème auquel doit faire face l'UE. Elle est évoquée par 58% des personnes interrogées dans l'UE dans son ensemble, les niveaux les plus élevés étant atteints en Estonie (79%) et en République tchèque, au Danemark et en Allemagne (76% dans ces trois pays) ; c'est en Espagne que ce taux est le plus bas (39%). Le Portugal se distingue en étant le seul pays dans lequel l'immigration arrive en seconde position (31%), derrière l'état des finances publiques des Etats membres (38%).

Evoqué par un quart des Européens (25%), **le terrorisme** est désormais considéré comme le deuxième problème le plus important auquel doit faire face l'UE. Les personnes interrogées en Roumanie (43%), en Slovaquie (39%) et en Lettonie (39%) choisissent plus fréquemment cette réponse, qui arrive en seconde position dans 15 Etats membres.

La situation économique occupe la troisième position au niveau européen, citée par 21% des Européens. Cette réponse est perçue comme le deuxième problème le plus important dans cinq pays : en Grèce (36%), en Suède (28%), aux Pays-Bas (25%), au Danemark (22%) et en Slovénie (19%). **Le chômage**, quatrième préoccupation au niveau européen (mentionné par 17% des Européens en moyenne) arrive en seconde position dans trois pays : à Chypre (43%), au Luxembourg (32%) et en Espagne (25%). **L'état des finances publiques des Etats membres**, qui arrive à égalité en quatrième position au niveau européen (17%), constitue la première préoccupation au Portugal et la seconde dans trois Etats membres : en Finlande (30%), en Autriche (28%) et en Allemagne (25%). En Italie, la situation économique et le chômage arrivent à égalité en seconde position (25% chacun).

QA5 A votre avis, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face l'UE actuellement ?

(%)

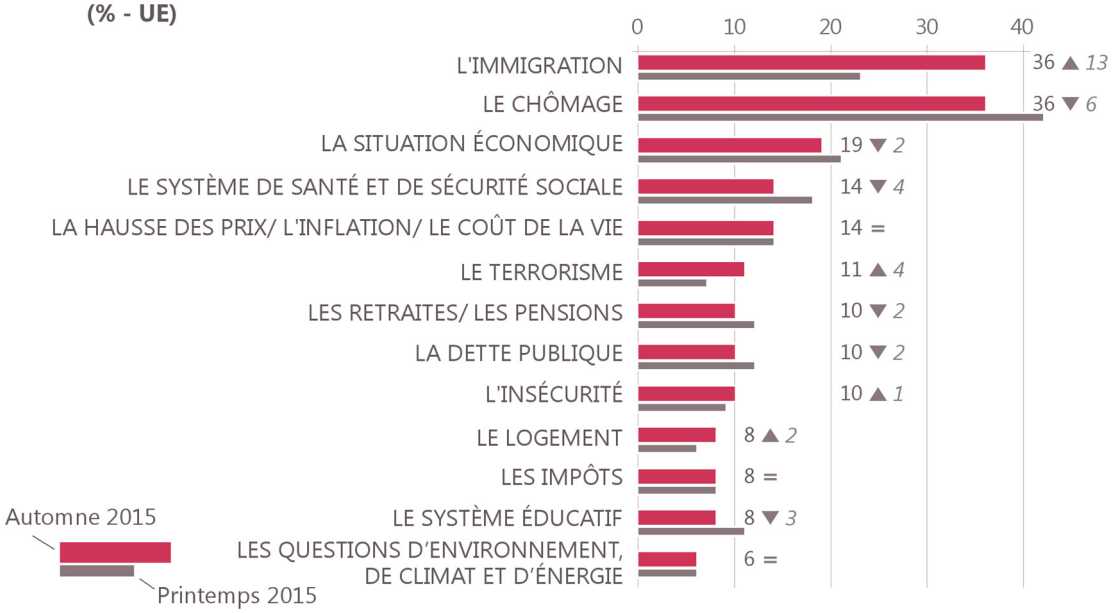
	L'immigration	Le terrorisme	La situation économique	Le chômage	L'état des finances publiques des Etats membres	L'insécurité	La hausse des prix/ l'inflation/ le coût de la vie	Le changement climatique	L'influence de l'UE dans le monde	L'environnement	Les impôts	Les retraites/ les pensions	L'approvisionnement en énergie
UE28	58	25	21	17	17	8	7	6	6	5	3	3	3
BE	61	25	22	15	15	10	10	9	6	6	4	5	4
BG	61	38	14	6	8	8	5	6	5	4	1	1	5
CZ	76	32	12	9	19	10	8	4	7	4	2	2	2
DK	76	21	22	17	11	7	2	15	7	7	1	1	2
DE	76	15	18	15	25	9	4	5	5	4	2	2	2
EE	79	32	17	7	18	8	4	2	4	2	2	1	3
IE	48	30	18	21	13	10	11	6	7	5	4	3	4
EL	52	13	36	24	26	8	7	1	13	2	5	2	1
ES	39	24	24	25	15	7	6	4	4	4	4	3	2
FR	49	27	22	22	15	8	8	11	6	8	3	5	2
HR	52	26	15	16	17	10	12	7	10	3	3	3	4
IT	49	20	25	25	15	13	10	6	3	5	8	5	3
CY	49	20	33	43	11	12	5	1	4	1	4	2	0
LV	66	39	14	11	13	6	6	2	6	1	2	3	1
LT	64	28	18	8	15	11	12	4	7	2	5	1	2
LU	55	25	18	32	21	11	8	7	6	3	3	3	2
HU	68	34	15	13	14	11	6	5	6	3	3	4	5
MT	74	38	13	11	8	8	4	7	2	6	2	2	3
NL	75	24	25	14	22	4	3	6	10	5	2	1	2
AT	66	15	17	18	28	11	11	9	8	5	4	3	2
PL	54	28	11	8	15	7	8	7	9	5	3	4	5
PT	31	23	23	25	38	5	9	2	6	1	4	4	1
RO	47	43	15	8	10	13	8	5	3	5	5	4	4
SI	74	17	19	16	16	10	4	3	6	4	3	1	2
SK	72	39	10	13	15	12	7	3	4	2	1	3	2
FI	58	20	25	17	30	6	4	11	9	6	1	1	5
SE	74	18	28	14	12	2	1	23	5	10	0	0	3
UK	61	34	23	13	9	5	8	5	7	3	2	2	2

1er ITEM LE PLUS FREQUEMMENT CITÉ | 2ème ITEM LE PLUS FREQUEMMENT CITÉ | 3ème ITEM LE PLUS FREQUEMMENT CITÉ

3 Principales préoccupations au niveau national : évolutions

Après une hausse de 13 points de pourcentage par rapport au printemps 2015, l'immigration est désormais considérée comme la principale préoccupation au niveau national (36%), à égalité avec le chômage (36%, -6 points de pourcentage). C'est la première fois[11] qu'un thème sans relation directe avec l'économie se trouve en tête. Tous les autres sujets sont évoqués par moins d'un cinquième des Européens : la situation économique arrive en troisième position (19%, -2), alors que le système de santé et de sécurité sociale (14%, -4) et la hausse des prix/l'inflation/le coût de la vie (14%, stable) se partagent la quatrième place. Le terrorisme représente désormais la sixième préoccupation des Européens au niveau national, après une hausse de quatre points (11%).

QA3a A votre avis, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face (NOTRE PAYS) actuellement ?
(% - UE)



[11] Depuis le printemps 2003 (EB59), lorsque cette question a été posée pour la première fois.

4 Principales préoccupations au niveau national : résultats nationaux

L'immigration est perçue comme la principale préoccupation nationale au niveau de l'UE dans son ensemble (citée par 36% des Européens, à égalité avec le chômage) et arrive en tête des préoccupations dans 12 Etats membres, citée par plus de la moitié de la population en Allemagne (76%), à Malte (65%), au Danemark (60%), aux Pays-Bas (56%), en Autriche (56%) et en Suède (53%). **Le chômage** occupe la première place dans 12 pays, et particulièrement à Chypre (71%), en Espagne (69%), au Portugal (62%), en Croatie (61%), en Grèce (55%) et en France (54%). En troisième position au niveau de l'UE, **la situation économique** est citée par 19% des Européens : cette préoccupation arrive en deuxième position dans huit Etats membres, mais ne se classe en première position qu'en Roumanie, où elle partage la première place avec le système de santé et de sécurité sociale. Cité par 14% des Européens, **le système de santé et de sécurité sociale** est la première préoccupation en Lettonie (31%) et en Roumanie (29%). A égalité en quatrième position au niveau de l'UE avec le système de santé et de sécurité sociale, **la hausse des prix/l'inflation/le coût de la vie** constitue la première préoccupation en Lituanie (47%).

QA3a A votre avis, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face (NOTRE PAYS) actuellement ?

(%)

	L'immigration	Le chômage	La situation économique	Le système de santé et de sécurité sociale	La hausse des prix/ l'inflation/ le coût de la vie	Le terrorisme	Les retraites/ les pensions	La dette publique	L'insécurité	Le logement	Les impôts	Le système éducatif	Les questions d'environnement, de climat et d'énergie
UE28	36	36	19	14	14	11	10	10	10	8	8	8	6
BE	38	29	14	9	21	9	19	14	10	8	12	5	9
BG	21	39	33	17	25	5	12	6	13	1	3	6	3
CZ	47	19	16	9	21	7	21	19	14	3	6	5	5
DK	60	16	10	27	3	11	6	3	8	3	4	19	20
DE	76	11	8	8	8	10	8	9	15	15	3	11	8
EE	45	22	29	21	19	4	13	1	5	1	9	10	3
IE	11	32	13	29	16	4	5	11	21	34	9	6	3
EL	20	55	45	7	11	1	7	23	2	0	22	3	0
ES	9	69	29	12	10	5	6	8	7	6	5	7	2
FR	22	54	14	6	15	18	11	10	12	6	9	8	8
HR	11	61	31	6	19	2	7	26	11	3	5	3	2
IT	30	46	28	6	11	9	13	10	12	2	17	2	4
CY	5	71	60	8	10	1	4	8	5	1	5	3	1
LV	22	30	25	31	16	2	19	5	3	3	18	10	1
LT	12	32	20	13	47	1	14	9	16	2	20	8	2
LU	35	31	5	5	22	6	6	4	11	34	6	15	6
HU	34	36	23	23	18	8	12	8	13	5	5	7	2
MT	65	7	7	10	16	9	11	8	15	3	3	5	19
NL	56	23	17	37	4	12	7	2	5	9	4	7	11
AT	56	30	17	9	18	9	8	14	11	3	3	11	5
PL	17	37	17	20	21	5	20	14	5	6	7	6	4
PT	5	62	35	12	19	2	10	22	3	2	11	3	1
RO	6	27	29	29	28	6	15	6	11	4	9	15	2
SI	48	41	27	11	9	2	6	16	7	2	9	2	1
SK	19	46	24	24	24	6	14	6	9	4	6	6	2
FI	41	42	27	29	5	2	5	23	2	3	4	6	7
SE	53	28	19	22	1	3	4	2	5	13	2	24	19
UK	44	16	12	21	14	24	5	9	7	19	4	8	6

1er ITEM LE PLUS FREQUEMMENT CITÉ | 2ème ITEM LE PLUS FREQUEMMENT CITÉ | 3ème ITEM LE PLUS FREQUEMMENT CITÉ

III. LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET L'EURO

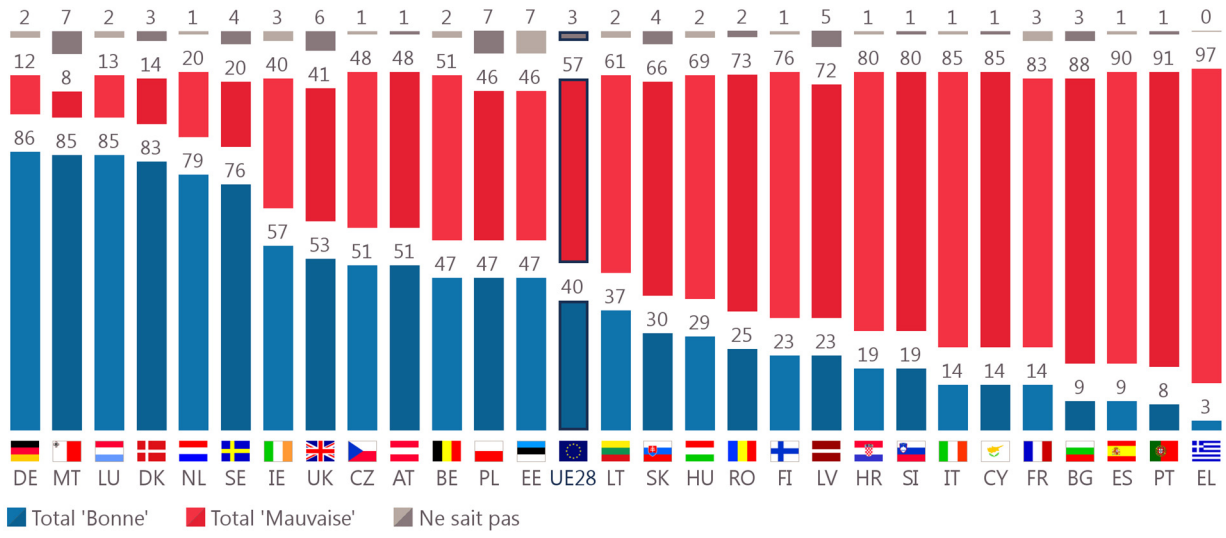
1 Situation actuelle de l'économie au niveau national : résultats nationaux et évolutions

Le sentiment des Européens à l'égard de leur économie nationale continue de s'améliorer, bien qu'ils restent majoritairement négatifs à ce sujet : 40% considèrent que la situation économique de leur pays est « bonne » (+2 points de pourcentage par rapport au printemps 2015), alors que 57% la jugent « mauvaise » (-2). Même si ce sentiment s'améliore dans l'UE dans son ensemble, l'écart entre pays reste très marqué : comme au printemps 2015, 83 points de pourcentage séparent l'Allemagne, où 86% de la population jugent que la situation économique actuelle du pays est bonne, de la Grèce (3%). Plus des trois quarts de la population portent un jugement positif sur leur économie nationale en Allemagne (86%), à Malte (85%), au Luxembourg (85%), au Danemark (83%), aux Pays-Bas (79%) et en Suède (76%). Dans un second groupe de pays, cette opinion est moins répandue mais est toutefois partagée par une majorité de personnes interrogées : c'est le cas en Irlande (57%), au Royaume-Uni (53%), en République tchèque (51%), en Autriche (51%), en Pologne (47% contre 46% qui jugent la situation « mauvaise ») et en Estonie (47% contre 46%). Dans l'ensemble, le sentiment positif domine dans 12 Etats membres (contre 8 au printemps 2015). Dans 16 Etats membres, les personnes interrogées sont en majorité pessimistes, avec les plus faibles proportions de réponses « bonne » en Grèce (3%), au Portugal (8%), en Espagne (9%) et en Bulgarie (9%).

Le sentiment positif à l'égard de la situation économique au niveau national a progressé dans 17 Etats membres, avec les plus fortes progressions en Irlande (57%, +10 points de pourcentage par rapport au printemps 2015) et en Slovaquie (30%, +10). Ce sentiment reste stable dans cinq pays et recule dans six autres : en Autriche (51%, -5), au Royaume-Uni (53%, -3), au Portugal (8%, -2), en Suède (76%, -2), en Hongrie (29%, -1) et en Lituanie (37%, -1).

QA1a.1 Comment jugez-vous la situation actuelle de chacun des domaines suivants ?

La situation de l'économie (NATIONALITE) (%)



QA1a.1 Comment jugez-vous la situation actuelle de chacun des domaines suivants ?

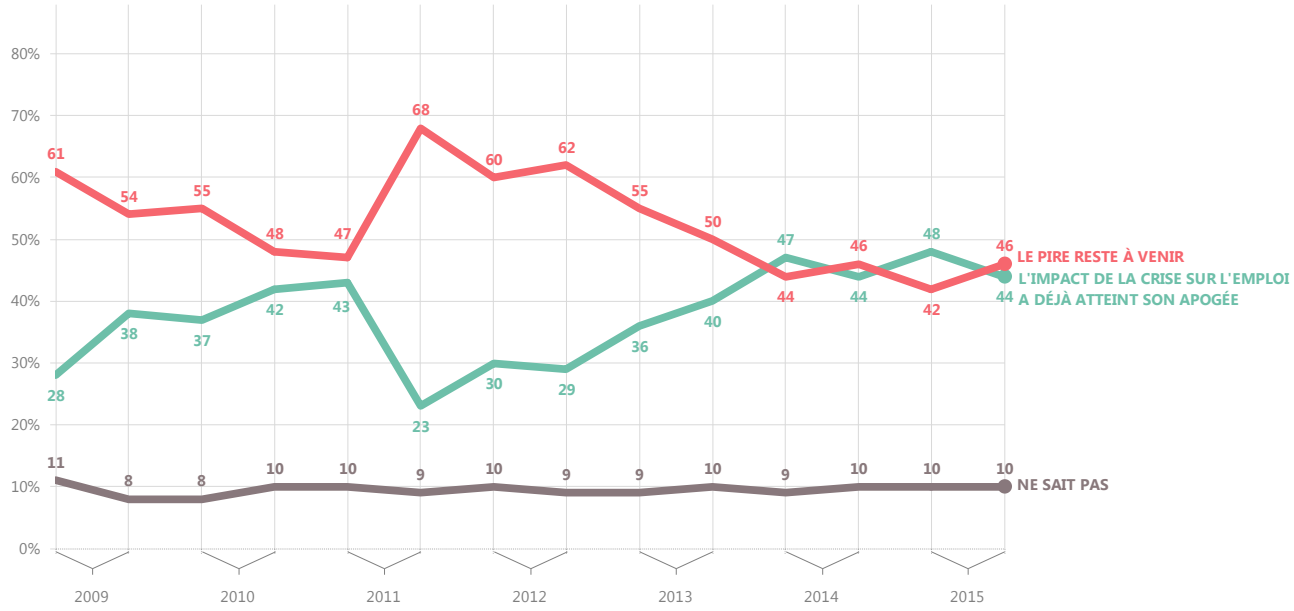
La situation de l'économie (NATIONALITE) (%)

	Total 'Bonne'	Aut.2015 - Pr.2015	Total 'Mauvaise'	Aut.2015 - Pr.2015	Ne sait pas
UE28	40	▲ 2	57	▼ 2	3
ZONE EURO	37	▲ 1	61	▼ 1	2
HORS ZONE EURO	46	▲ 2	49	▼ 3	5
IE	57	▲ 10	40	▼ 11	3
SK	30	▲ 10	66	▼ 11	4
PL	47	▲ 9	46	▼ 10	7
SI	19	▲ 9	80	▼ 9	1
CZ	51	▲ 8	48	▼ 7	1
NL	79	▲ 7	20	▼ 8	1
RO	25	▲ 7	73	▼ 6	2
HR	19	▲ 7	80	▼ 8	1
LU	85	▲ 6	13	▼ 6	2
MT	85	▲ 4	8	▼ 2	7
IT	14	▲ 4	85	▼ 4	1
EE	47	▲ 3	46	▼ 5	7
CY	14	▲ 3	85	▼ 4	1
ES	9	▲ 3	90	▼ 3	1
FI	23	▲ 2	76	▼ 2	1
BE	47	▲ 1	51	▼ 1	2
FR	14	▲ 1	83	▼ 1	3
DE	86	=	12	▲ 1	2
DK	83	=	14	▲ 1	3
LV	23	=	72	▼ 1	5
BG	9	=	88	=	3
EL	3	=	97	=	0
LT	37	▼ 1	61	▲ 1	2
HU	29	▼ 1	69	=	2
SE	76	▼ 2	20	▲ 1	4
PT	8	▼ 2	91	▲ 2	1
UK	53	▼ 3	41	▲ 1	6
AT	51	▼ 5	48	▲ 5	1

2 Impact de la crise sur l'emploi : tendance

Les Européens restent divisés quant à l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi : après une hausse de quatre points de pourcentage par rapport au printemps 2015, une petite majorité estime que « le pire reste à venir » (46%) alors que 44% pensent que « l'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée » (-4 points de pourcentage). Les Européens demeurent indécis quant aux effets de la crise sur l'emploi ; depuis l'automne 2013, l'opinion majoritaire a changé dans chaque enquête.

QC1 Certains analystes disent que l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi en est déjà à son apogée et que les choses vont tout doucement s'améliorer. D'autres, au contraire, disent que le pire reste à venir. Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ?
(% - UE)

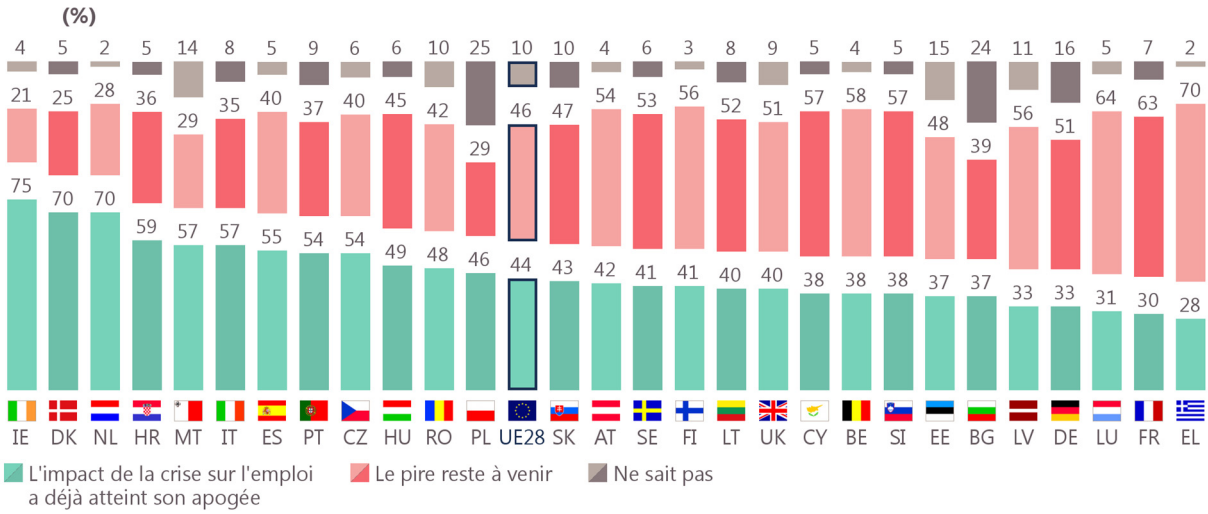


3 Impact de la crise sur l'emploi : résultats nationaux et évolutions

Dans 12 Etats membres, une majorité de personnes interrogées considère que « l'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée ». Cette opinion est la plus répandue en Irlande (75%), au Danemark (70%) et aux Pays-Bas (70%). Dans l'ensemble, plus de la moitié de la population partage cette opinion dans neuf Etats membres. A l'inverse, dans 16 Etats membres, une majorité de la population estime que « le pire reste à venir », avec les plus fortes proportions en Grèce (70%), au Luxembourg (64%) et en France (63%).

Par rapport au printemps 2015, l'optimisme a reculé dans 25 Etats membres, en tête desquels se trouvent la Grèce (28%, -16 points de pourcentage), la Slovénie (38%, -14) et la Slovaquie (43%, -12). L'opinion majoritaire a basculé dans sept pays : en Slovénie, en Slovaquie, en Bulgarie, en Finlande, en Lituanie, en Suède et en Estonie. L'Italie (57%, +7), la Croatie (59%, +3) et l'Irlande (75%, +1) sont les trois seuls pays dans lesquels l'optimisme a progressé.

QC1 Certains analystes disent que l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi en est déjà à son apogée et que les choses vont tout doucement s'améliorer. D'autres, au contraire, disent que le pire reste à venir. Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ?



QC1 Certains analystes disent que l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi en est déjà à son apogée et que les choses vont tout doucement s'améliorer. D'autres, au contraire, disent que le pire reste à venir. Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ?

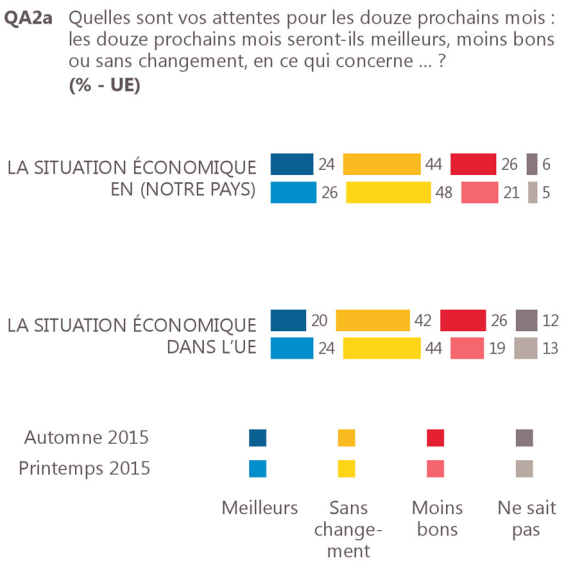
(%)

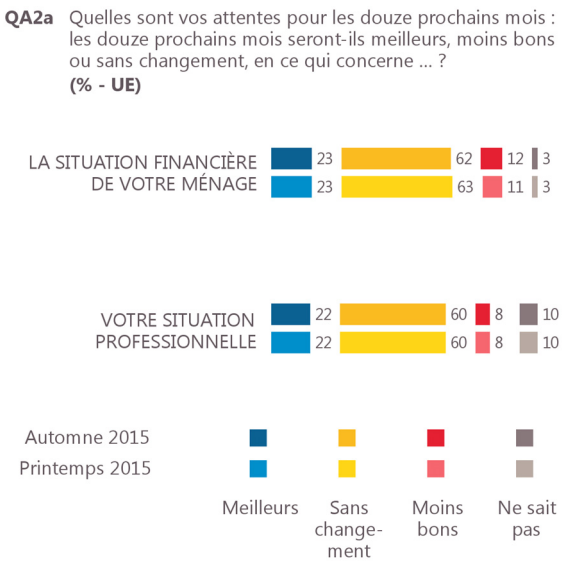
	L'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée	Aut.2015 - Pr.2015	Le pire reste à venir	Aut.2015 - Pr.2015	Ne sait pas
UE28	44	▼ 4	46	▲ 4	10
ZONE EURO	44	▼ 3	48	▲ 3	8
HORS ZONE EURO	45	▼ 4	42	▲ 4	13
IT	57	▲ 7	35	▼ 7	8
HR	59	▲ 3	36	▼ 3	5
IE	75	▲ 1	21	=	4
ES	55	▼ 1	40	▼ 1	5
PL	46	▼ 1	29	▼ 7	25
AT	42	▼ 1	54	▲ 2	4
CY	38	▼ 1	57	=	5
NL	70	▼ 2	28	▲ 2	2
MT	57	▼ 2	29	▲ 2	14
UK	40	▼ 2	51	▲ 9	9
PT	54	▼ 3	37	▲ 1	9
BE	38	▼ 4	58	▲ 6	4
LV	33	▼ 5	56	▲ 4	11
HU	49	▼ 6	45	▲ 5	6
RO	48	▼ 6	42	▲ 5	10
CZ	54	▼ 7	40	▲ 7	6
DE	33	▼ 7	51	▲ 7	16
DK	70	▼ 8	25	▲ 9	5
EE	37	▼ 8	48	▲ 6	15
FR	30	▼ 8	63	▲ 8	7
SE	41	▼ 9	53	▲ 7	6
LT	40	▼ 9	52	▲ 7	8
LU	31	▼ 9	64	▲ 8	5
FI	41	▼ 10	56	▲ 11	3
BG	37	▼ 11	39	▲ 8	24
SK	43	▼ 12	47	▲ 10	10
SI	38	▼ 14	57	▲ 12	5
EL	28	▼ 16	70	▲ 16	2

4 Attentes pour les douze prochains mois : aspects généraux et personnels

Une majorité d'Européens pense que la situation économique restera la même au cours des douze prochains mois, tant au niveau national (44%) qu'au niveau européen (42%). Dans les deux cas, cette opinion recule par rapport au printemps 2015 (de -4 points et de -2 points respectivement). Par rapport au printemps 2015, les personnes interrogées ont également une vision plus pessimiste de l'avenir proche et les attentes négatives, qui ont progressé, dépassent désormais les attentes positives, tant pour l'économie nationale que pour l'économie européenne. Moins d'un quart des Européens pense que les douze prochains mois seront « meilleurs » pour la situation économique nationale (24%, -2 points de pourcentage), alors que 26% indiquent qu'ils seront « moins bons » (+5). Il en va de même pour la situation économique au sein de l'UE (20%, -4, contre 26%, +7).

Les attentes des Européens n'ont pas beaucoup évolué par rapport au printemps 2015 : environ six Européens sur dix s'attendent toujours à ce que la situation financière de leur foyer (62%, -1 point de pourcentage) et leur situation professionnelle (60%, stable) ne changent pas au cours des douze prochains mois. La proportion de personnes interrogées qui se déclarent optimistes reste stable (23% s'attendent à une amélioration de la situation financière de leur foyer ; 22% sont de cet avis à propos de leur situation professionnelle). Elles sont toujours proportionnellement plus nombreuses que celles qui expriment une opinion pessimiste (12% pour la réponse « moins bonne », +1, et 8%, inchangée, respectivement).



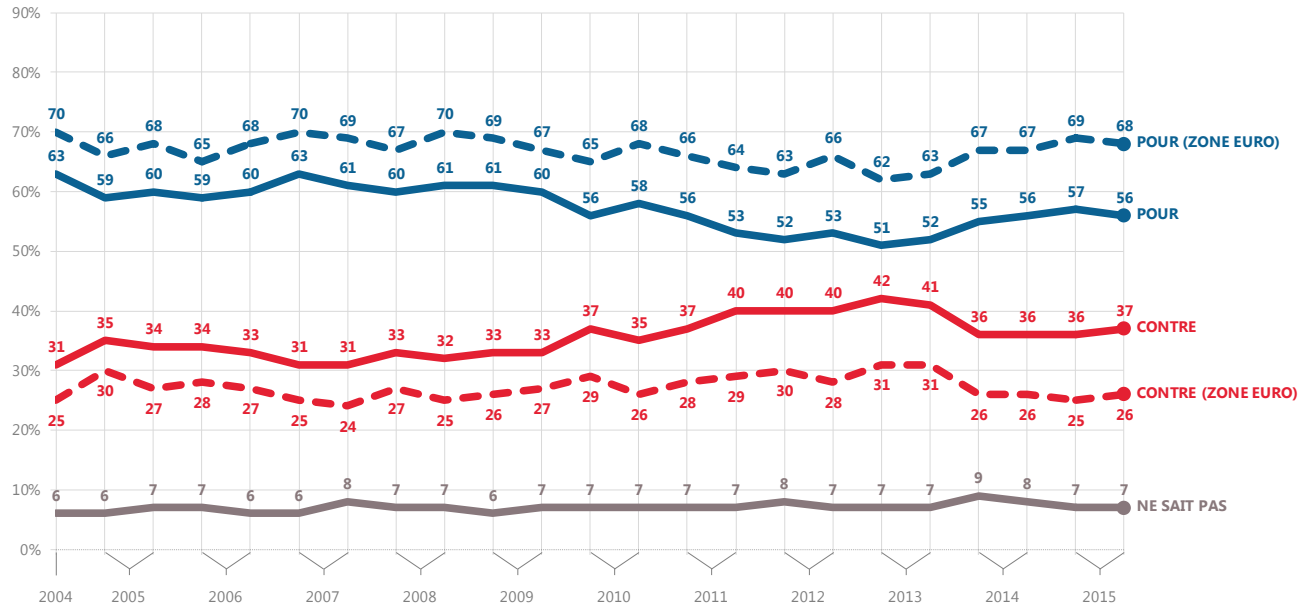


5 Soutien en faveur d'une union économique et monétaire européenne avec une seule monnaie, l'euro : tendance

Plus de la moitié des Européens soutiennent « une union économique et monétaire européenne avec une seule monnaie, l'euro » (56%, -1 point de pourcentage), alors que 37% s'y déclarent opposés (+1). Alors que le soutien en faveur de l'euro s'était renforcé de manière continue depuis l'automne 2013 (EB80), cette évolution positive s'est interrompue. Les évolutions restent toutefois limitées.

Le soutien en faveur de l'euro continue à être très différent à l'intérieur et à l'extérieur de la zone euro. Le soutien reste très large au sein de la zone euro (68%, -1 point de pourcentage, contre 26%, +1). En dehors de la zone euro, moins d'un tiers des personnes interrogées se déclarent désormais favorables à l'euro, après une baisse d'un point (32%). La proportion des personnes interrogées qui se déclarent opposées à la monnaie unique est restée stable (58%).

QA15.1 Quelle est votre opinion sur chacune des propositions suivantes ? Veuillez me dire, pour chaque proposition, si vous êtes pour ou si vous êtes contre.
Une union économique et monétaire européenne avec une seule monnaie, l'euro (% - UE)



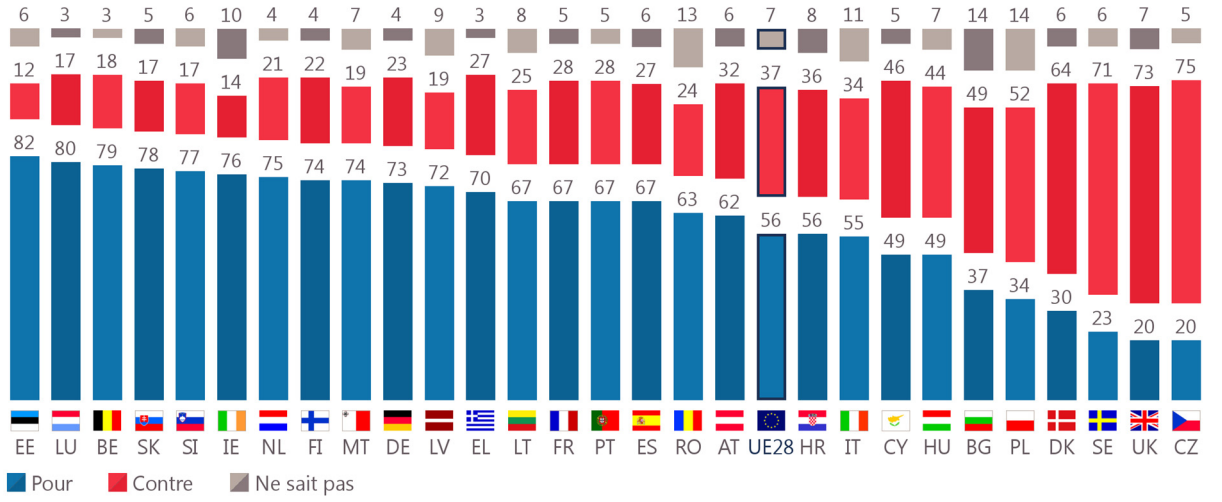
6 Soutien en faveur d'une union économique et monétaire européenne avec une seule monnaie, l'euro : résultats nationaux et évolutions

Dans 22 Etats membres (contre 21 au printemps 2015), une majorité de personnes interrogées est favorable à l'euro : le nombre de pays dans lesquels cette opinion est majoritaire a progressé, alors que le soutien a reculé au niveau de l'UE. Le soutien en faveur de l'euro est très variable selon les Etats membres : 62 points séparent l'Estonie, où les personnes interrogées sont les plus favorables à la monnaie unique (82%), de la République tchèque et du Royaume-Uni (20% dans ces deux pays). L'Estonie devance le Luxembourg (80%), la Belgique (79%), la Slovaquie (78%), la Slovénie (77%) et l'Irlande (76%). A l'opposé, une majorité de personnes interrogées se déclare contre l'euro en République tchèque (75%), au Royaume-Uni (73%), en Suède (71%), au Danemark (64%), en Pologne (52%) et en Bulgarie (49%), six Etats membres situés en dehors de la zone euro.

Par rapport au printemps 2015, le soutien à l'euro a reculé dans 18 Etats membres, en tête desquels figurent la Lituanie (67%, -6 points de pourcentage), la Lettonie (72%, -6), la Hongrie (49%, -6) et la Bulgarie (37%, -6). Il est resté stable dans quatre pays et a progressé dans six autres : en Espagne (67%, +6), au Portugal (67%, +5), à Chypre (49%, +5), en Belgique (79%, +4), en Pologne (34%, +2) et en Grèce (70%, +1). Chypre fait désormais partie du groupe de pays dans lesquels une majorité de personnes interrogées soutient l'euro.

QA15.1 Quelle est votre opinion sur chacune des propositions suivantes ? Veuillez me dire, pour chaque proposition, si vous êtes pour ou si vous êtes contre.

Une union économique et monétaire européenne avec une seule monnaie, l'euro (%)



IV. QUESTIONS PRIORITAIRES

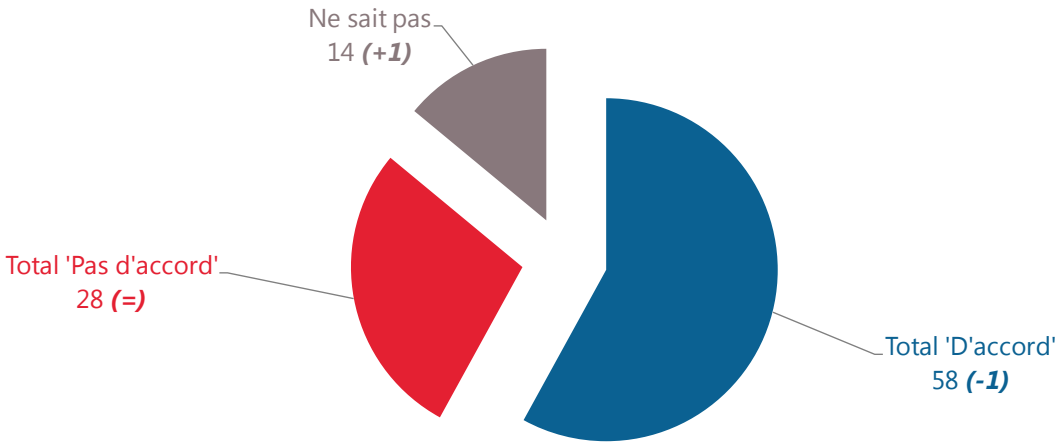
1 L'investissement

Près de six Européens sur dix estiment que « l'argent public devrait être utilisé pour stimuler les investissements dans le secteur privé au niveau de l'UE » (58%, -1 point de pourcentage par rapport au printemps 2015) ; 28% désapprouvent (stable) et 14% déclarent ne pas savoir (+1).

Une majorité de personnes interrogées est d'accord avec cette affirmation dans 26 Etats membres (contre 27 au printemps 2015). Cette opinion est la plus répandue à Malte (77%), à Chypre (77%), en Allemagne (76%) et en Croatie (75%). Le Royaume-Uni (44% « pas d'accord » contre 41% « d'accord ») et la Suède (46% contre 44%) sont les deux Etats membres dans lesquels une majorité de la population est en désaccord avec cette proposition.

Par rapport au printemps 2015, l'adhésion à la proposition selon laquelle « l'argent public devrait être utilisé pour stimuler les investissements dans le secteur privé au niveau de l'UE » a reculé dans 14 Etats membres. Les reculs les plus importants sont enregistrés en Roumanie (57%, -12 points de pourcentage) et en Estonie (52%, -9). La proportion de personnes interrogées d'accord avec cette proposition est restée stable dans cinq Etats membres et a augmenté dans neuf, le plus fortement en Allemagne (76%, +6) et en Autriche (62%, +6).

QC2a.5 Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes.
L'argent public devrait être utilisé pour stimuler les investissements dans le secteur privé au niveau de l'UE (% - UE)



(Automne 2015 - Printemps 2015)

2 Les migrations

L'immigration évoque-t-elle des sentiments positifs ou négatifs ?

Pour une large majorité d'Européens, en hausse, l'immigration de personnes venant d'autres Etats membres de l'UE évoque un sentiment positif (55%, +4 points de pourcentage par rapport au printemps 2015). Cette proposition suscite un sentiment négatif chez 38% d'entre eux (-2). L'immigration de personnes venant de pays en dehors de l'UE offre des résultats et une tendance différents : elle suscite un sentiment négatif chez une majorité d'Européens, en progression depuis le printemps 2015 (59%, +3, contre 34% de sentiment « positif », stable).

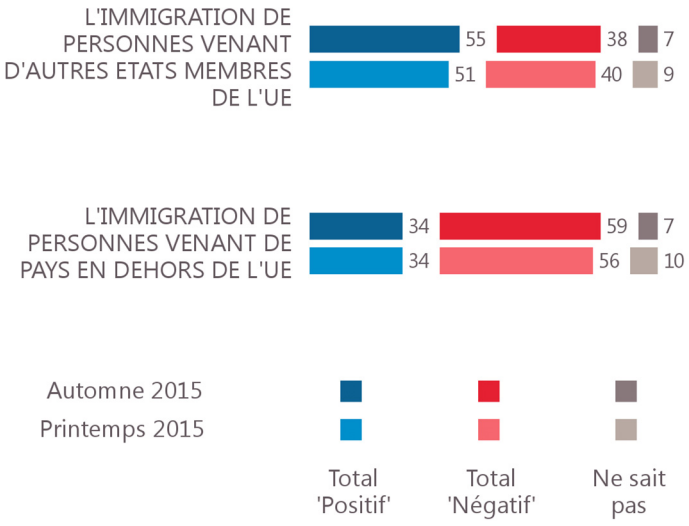
Dans 23 pays, la majorité de la population éprouve un sentiment positif au sujet de l'immigration de personnes venant d'autres Etats membres de l'UE (contre 20 pays au printemps 2015). Les plus forts taux de réponses positives sont enregistrés en Suède (80%), au Luxembourg (77%) et en Finlande (74%). A l'opposé, une majorité de personnes interrogées éprouve des sentiments négatifs à ce sujet en République tchèque (56%), à Chypre (56%), en Grèce (50%), en Italie (49%) et en Slovaquie (49%).

La proportion de personnes interrogées ayant un sentiment positif a augmenté dans 25 pays, avec les hausses les plus marquantes en Belgique (59%, +13 points de pourcentage), en Lettonie (49%, +13), en Lituanie (69%, +11) et en Bulgarie (59%, +11). A la suite de ces évolutions, l'opinion a basculé en Belgique, en Lettonie et en Hongrie et la majorité des personnes interrogées dans ces pays éprouve désormais un sentiment positif au sujet de l'immigration de personnes venant d'autres Etats membres de l'UE.

Une majorité de personnes interrogées dans 25 pays (contre 23 au printemps 2015) éprouve des sentiments négatifs à l'égard de l'immigration de personnes venant de pays en dehors de l'UE, en particulier en Slovaquie (86%), en Lettonie (86%), en Hongrie (82%), en République tchèque (81%) et en Estonie (81%). A l'inverse, la majorité des personnes interrogées a une opinion positive de l'immigration de personnes venant de pays en dehors de l'UE en Suède (70%), en Espagne (53%) et en Irlande (49%).

Par rapport au printemps 2015, les opinions négatives ont progressé dans 18 pays, en particulier en Roumanie (54%, +20 points de pourcentage) et en Slovénie (76%, +19). Elles sont restées stables dans deux pays et ont reculé dans huit pays, mais de manière limitée, ces baisses ne dépassant jamais quatre points de pourcentage.

QB4 Veuillez me dire dans quelle mesure chacune des propositions suivantes vous évoque un sentiment positif ou négatif.
(% - UE)



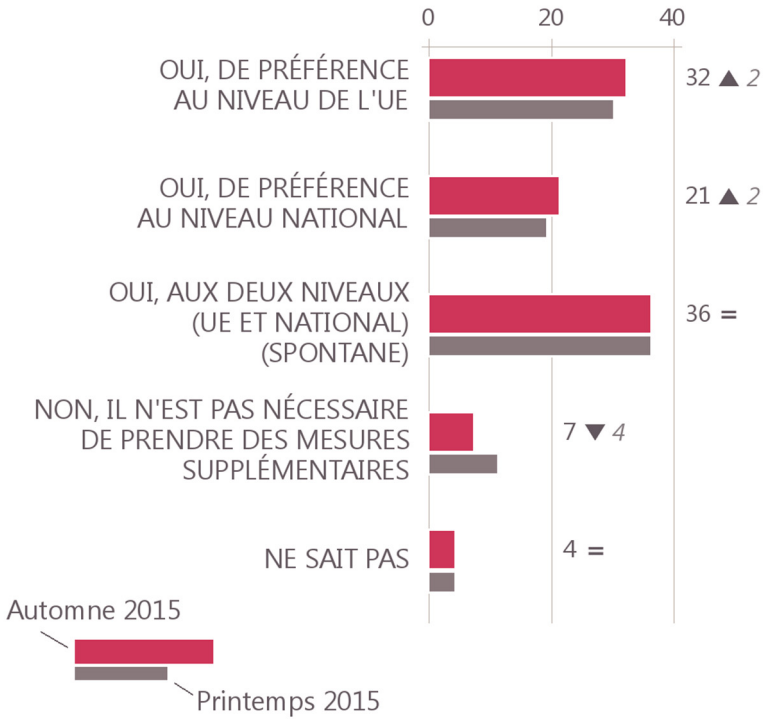
Les mesures pour combattre l'immigration illégale

Environ neuf Européens sur dix indiquent que des mesures supplémentaires devraient être prises afin de combattre l'immigration illégale de personnes venant de pays en dehors de l'UE (89%, +4 points de pourcentage par rapport au printemps 2015). Un peu plus d'une personne interrogée sur cinq préfèrerait que ces mesures soient prises au niveau national (21%, +2), 32% préfèreraient qu'elles soient prises au niveau de l'UE (+2) et 36% (stable) déclarent *spontanément* « aux deux niveaux (UE et national) ». Au total, plus des deux tiers des Européens souhaiteraient que ces mesures supplémentaires soient prises au niveau de l'UE (68%, +2). Seuls 7% des Européens estiment qu'il n'est pas nécessaire de prendre des mesures supplémentaires (-4).

Dans 27 Etats membres, plus de la moitié de la population estime que les mesures supplémentaires destinées à combattre l'immigration illégale de personnes venant de pays en dehors de l'UE devraient, d'une manière ou d'une autre, impliquer l'UE (réponses « oui, de préférence au niveau de l'UE » ou, spontanément, « oui, aux deux niveaux (UE et national) »). Dans ces 27 pays, les proportions varient de 57% en Croatie à 87% aux Pays-Bas. Elles ont progressé dans 21 pays, avec les plus fortes hausses en Slovénie (77%, +18 points de pourcentage par rapport au printemps 2015), en Roumanie (64%, +13) et en Croatie (57%, +12) et sont restées stables dans quatre pays. Elles ont toutefois baissé au Royaume-Uni (46%, -8) – seul pays dans lequel moins de la moitié de la population soutient des mesures supplémentaires au niveau de l'UE. Elles ont également reculé à Malte (76%, -8) et en Suède (61%, -7).

QB5 A votre avis, des mesures supplémentaires devraient-elles être prises pour combattre l'immigration illégale de personnes venant de pays en dehors de l'UE ?

(% - UE)



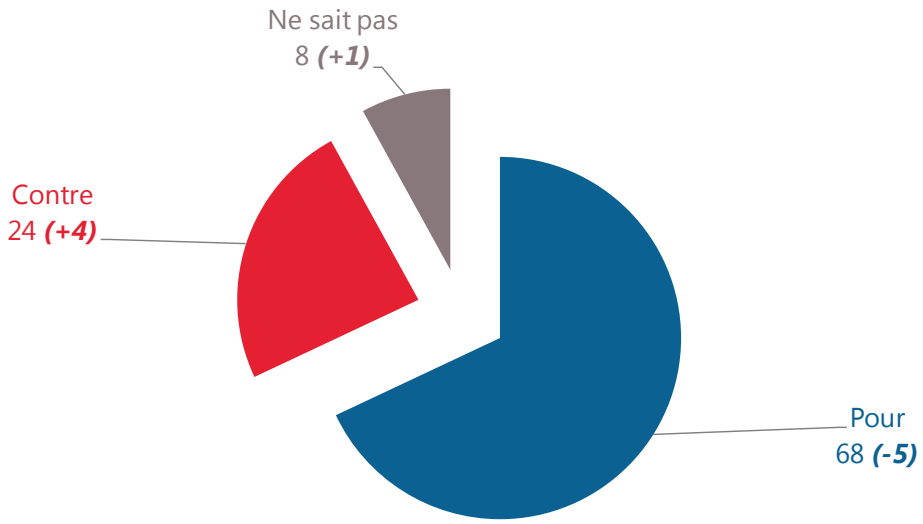
Soutien en faveur d'une politique européenne commune en matière de migration

Plus des deux tiers des Européens se déclarent favorables à « une politique européenne commune en matière de migration » (68%), une opinion qui perd cependant du terrain par rapport au printemps 2015 (-5 points de pourcentage). Près d'un quart des personnes interrogées est « contre » (24%, +4) et 8% ne savent pas (+1).

Dans tous les pays européens sauf un, les personnes interrogées sont en majorité favorables à une « politique européenne commune en matière de migration ». Les soutiens les plus forts sont enregistrés aux Pays-Bas (83%), en Allemagne (82%), en Espagne (81%) et au Luxembourg (80%). Cette opinion est moins répandue en Estonie (42% contre 39% « contre ») et en Lettonie (48% contre 38%), quoiqu'elle reste l'opinion majoritaire. La seule exception est la République tchèque, où la majorité de la population est opposée à une politique migratoire commune (55% contre 37%).

Depuis le printemps 2015, le soutien a reculé dans 23 Etats membres. A l'inverse, il s'est renforcé dans quatre pays : en Grèce, en Suède, en Belgique et en Autriche. Il est resté inchangé en Espagne.

QA15.6 Quelle est votre opinion sur chacune des propositions suivantes ? Veuillez me dire, pour chaque proposition, si vous êtes pour ou si vous êtes contre.
Une politique européenne commune en matière de migration (% - UE)



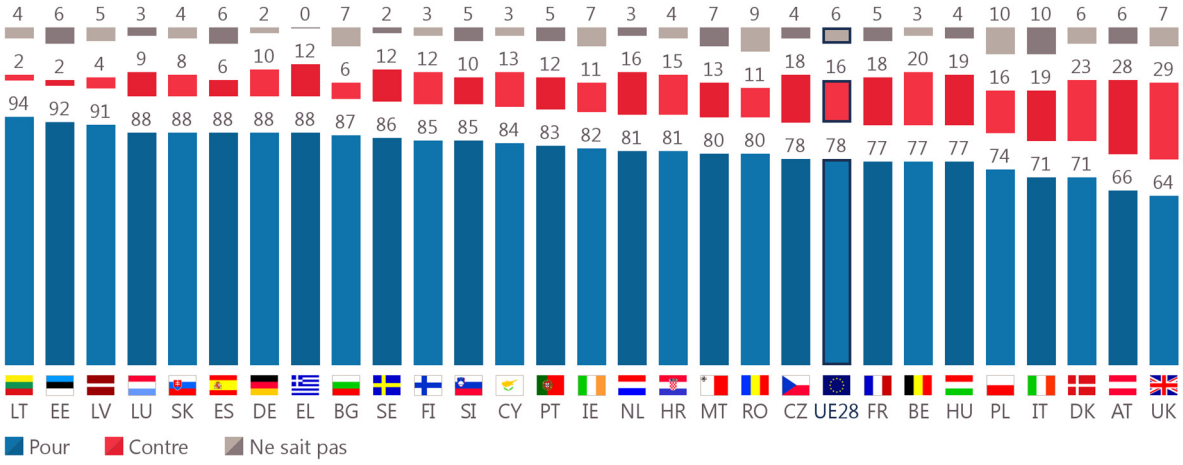
(Automne 2015 - Printemps 2015)

3 Le marché intérieur

Le soutien en faveur de la libre circulation des personnes au sein de l'UE reste fort. Plus des trois quarts des Européens sont favorables à « la libre circulation des citoyens de l'UE qui peuvent vivre, travailler, étudier et faire des affaires partout dans l'UE » (78%). Ils sont largement majoritaires dans l'ensemble des Etats membres, les taux les plus élevés étant enregistrés dans les trois Etats baltes : en Lituanie (94%), en Estonie (92%) et en Lettonie (91%). A l'inverse, environ deux tiers de la population se déclarent « pour » la libre circulation des citoyens de l'UE au Royaume-Uni (64%) et en Autriche (66%).

QA15.9 Quelle est votre opinion sur chacune des propositions suivantes ? Veuillez me dire, pour chaque proposition, si vous êtes pour ou si vous êtes contre.

La libre circulation des citoyens de l'UE qui peuvent vivre, travailler, étudier et faire des affaires partout dans l'UE (%)



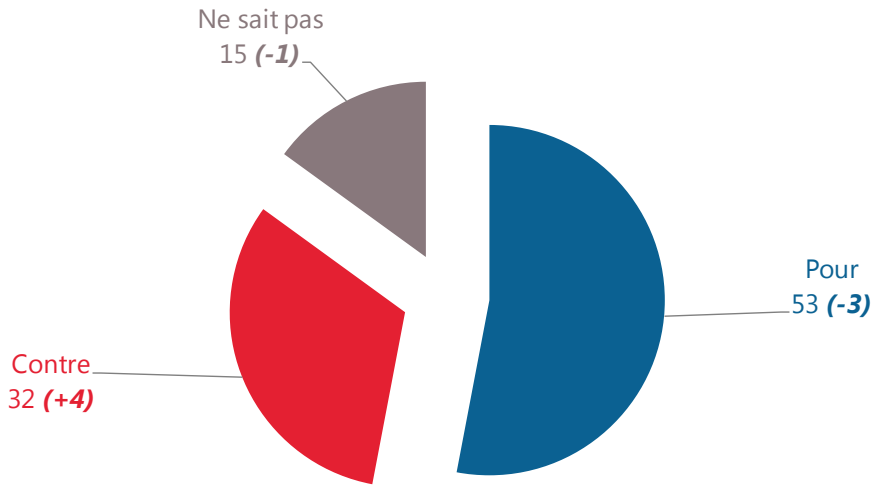
4 Soutien en faveur d'un accord de libre-échange et d'investissement entre l'Union européenne et les Etats-Unis

Une large majorité d'Européens soutient un accord de libre-échange et d'investissement entre l'Union européenne et les Etats-Unis (53%). Environ un tiers s'y oppose (32%). Toutefois, la tendance négative observée entre l'automne 2014 et le printemps 2015 se poursuit : la proportion des Européens favorables à un accord de libre-échange et d'investissement a reculé de trois points de pourcentage, alors que l'opposition a progressé (+4 points de pourcentage).

Dans 24 pays, une majorité de personnes interrogées est favorable à un accord de libre-échange et d'investissement entre l'Union européenne et les Etats-Unis (contre 25 pays au printemps 2015). Le soutien est plus large en Lituanie (78%), en Roumanie (72%) et à Malte (71%). A l'inverse, plus de la moitié de la population s'oppose à un tel accord en Autriche (70% « contre », contre 22% « pour ») et en Allemagne (59% contre 27%). Cette position est également majoritaire au Luxembourg (47% contre 40%) et en Slovénie, où l'opinion majoritaire a basculé depuis le printemps 2015 (47% « contre » et 41% « pour », par rapport à 42% « contre » et 46% « pour » au printemps 2015). Par rapport au printemps 2015, le soutien à un accord de libre-échange et d'investissement a reculé dans 24 pays, avec les évolutions les plus importantes en République tchèque (49%, -13 points de pourcentage), aux Pays-Bas (53%, -10) et en Hongrie (53%, -10) ; en revanche, les baisses sont plus limitées en Lituanie (78%, -1), au Royaume-Uni (62%, -1) et en Autriche (22%, -1). A l'inverse, le soutien à un accord de libre-échange est resté stable dans deux pays et s'est renforcé en Belgique (59%, +6 points de pourcentage) et au Luxembourg (40%, +3).

QA15.5 Quelle est votre opinion sur chacune des propositions suivantes ? Veuillez me dire, pour chaque proposition, si vous êtes pour ou si vous êtes contre.

Un accord de libre-échange et d'investissement entre l'UE et les Etats-Unis (% - UE)



(Automne 2015 - Printemps 2015)

V. LA CITOYENNETÉ EUROPÉENNE

1 Le sentiment de citoyenneté de l'Union européenne : résultats nationaux

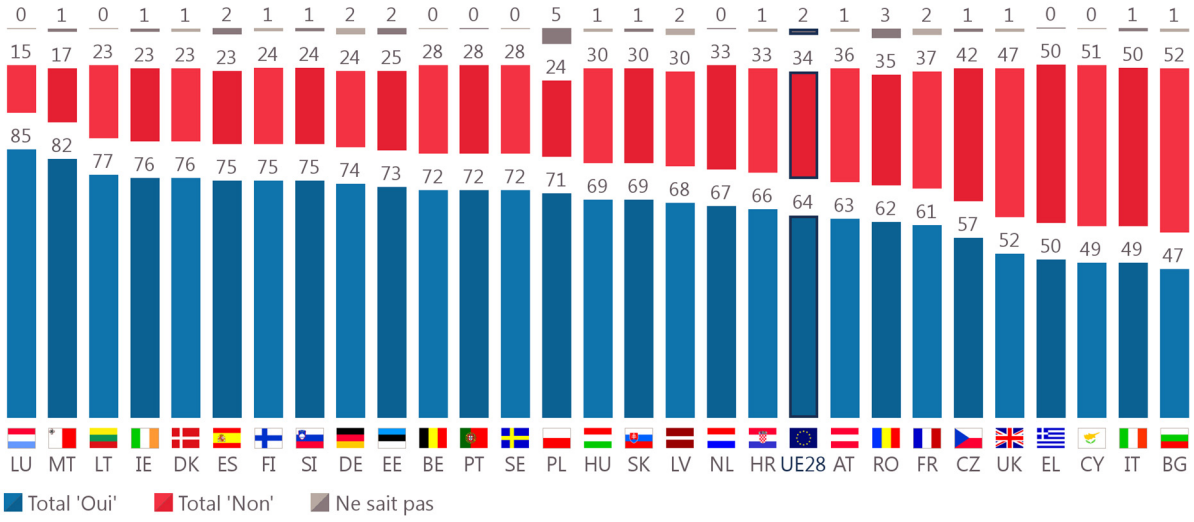
Environ deux tiers des Européens indiquent se sentir citoyens de l'UE (64%, -3 points de pourcentage par rapport au printemps 2015), alors qu'un peu plus d'un tiers d'entre eux ne sont pas d'accord avec cette affirmation (34%, +3). Cette opinion s'est légèrement renforcée au fil des années, depuis que cette question a été posée pour la première fois dans l'Eurobaromètre Standard du printemps 2010 (EB73) (62% contre 37% au printemps 2010).

Dans 24 Etats membres (contre 27 au printemps 2015), les personnes interrogées qui se sentent citoyennes de l'UE représentent la majorité de la population. Plus des trois quarts d'entre elles sont de cet avis au Luxembourg (85%), à Malte (82%), en Lituanie (77%), au Danemark (76%) et en Irlande (76%). En Bulgarie (47% de « oui » contre 52% de « non »), à Chypre (49% contre 51%) et en Italie (49% contre 50%), une petite majorité de personnes interrogées ne se sentent pas citoyennes de l'UE. En Grèce, comme au printemps 2015, la population est partagée en proportions égales (50% contre 50%).

Par rapport au printemps 2015, le sentiment de la citoyenneté de l'UE a diminué dans 19 pays, de manière la plus marquée en Autriche (63%, -9 points de pourcentage) et en Allemagne (74%, -7), alors qu'il avait progressé dans 17 pays entre l'automne 2014 et le printemps 2015. La proportion de la population qui se sent citoyenne de l'UE est stable dans trois Etats membres : au Portugal (72%), en France (61%) et en Grèce (50%). Elle progresse dans six pays : en Slovénie (75%, +10), en Espagne (75%, +6), en Croatie (66%, +3), au Danemark (76%, +2), en Belgique (72%, +2) et en Hongrie (69%, +2).

QD2.1 Pour chacune des propositions suivantes, dites-moi dans quelle mesure elle correspond ou pas à votre opinion.

Vous vous sentez citoyen(ne) de l'UE (%)



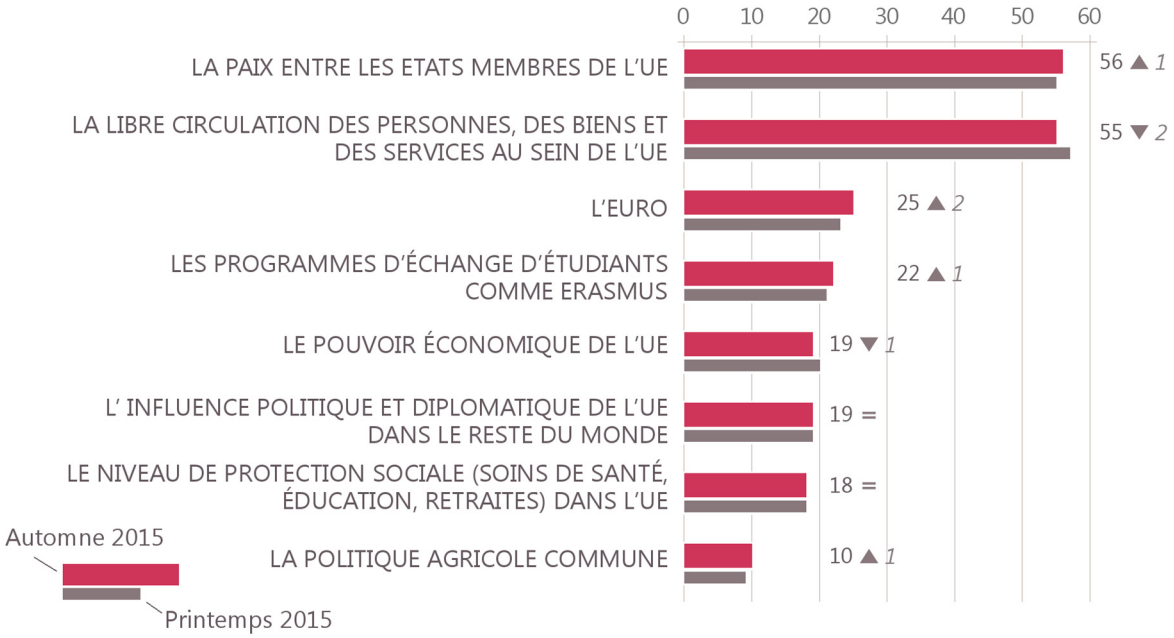
2 Les résultats les plus positifs de l'Union européenne : évolutions

Aux yeux des Européens, « la paix entre les Etats membres de l'UE » (56%, +1 point de pourcentage par rapport au printemps 2015) et « la libre circulation des personnes, des biens et des services au sein de l'UE » (55%, -2) restent, de loin, les résultats les plus positifs de l'UE. Il n'y a généralement que peu d'évolutions sur cette question et les résultats pour ces deux réponses sont les mêmes que ceux de l'automne 2014 (EB82).

« L'euro » (25%, +2 point de pourcentage) et « les programmes d'échange étudiant comme Erasmus » (22%, +1) se classent respectivement en troisième et en quatrième position, comme au printemps 2015. Les autres résultats sont cités par moins d'un cinquième des Européens : « la puissance économique de l'UE » (19%, -1), « l'influence diplomatique et économique de l'UE dans le monde » (19%, stable), et « le niveau de protection sociale (soins de santé, éducation, retraite) dans l'UE » (18%, stable). « La politique agricole commune » est évoquée par 10% (+1) des personnes interrogées.

Au sein de la zone euro, « la paix entre les Etats membres de l'UE » est citée en premier (56%), devant « la libre circulation des personnes, des biens et des services au sein de l'UE » (54%) et « l'euro » (33%). « Le niveau de protection sociale (soins de santé, éducation, retraite) dans l'UE » occupe la sixième position, mentionné par 16% des personnes interrogées. En dehors de la zone euro, « la libre circulation des personnes, des biens et des services au sein de l'UE » arrive en tête (57%), devant « la paix entre les Etats membres de l'UE » (54%) et « le niveau de protection sociale (soins de santé, éducation, retraite) dans l'UE » (22%). « L'euro » est cité par 10% des personnes interrogées et occupe la huitième et dernière position.

QD4T Parmi les suivants, quel est, selon vous, le résultat de l'UE le plus positif ?
(% - UE)



CONCLUSION

Cette enquête Eurobaromètre Standard (EB84) a été réalisée entre le 7 et le 17 novembre 2015, à une période où l'UE était confrontée à une aggravation de la crise des réfugiés, alors que plus de 100 000 migrants et réfugiés entraient dans l'UE chaque mois. L'ampleur de cette crise se reflète dans les résultats de cette enquête : **l'immigration** a consolidé sa position de principal problème auquel doit faire face l'UE, d'après les Européens, et est devenue la principale préoccupation nationale (à égalité avec le chômage). **La peur du terrorisme continue par ailleurs sa poussée**. Le terrorisme constitue désormais le second problème le plus important auquel l'UE doit faire face.

La tendance à la hausse des indicateurs de soutien à l'UE s'est interrompue : l'image positive de l'UE est de nouveau légèrement en retrait derrière l'image neutre. La confiance dans l'UE a reculé mais reste plus solide que la confiance dans les gouvernements et la confiance dans les parlements nationaux, qui ont également perdu du terrain par rapport à l'Eurobaromètre Standard du printemps 2015 (EB83).

Près de quatre Européens sur dix ont le sentiment que leur voix compte dans l'UE. Cette proportion est en légère baisse par rapport au printemps 2015 mais reste supérieure aux niveaux atteints entre 2005 et 2013, avant les élections européennes de 2014. Une large majorité continue de penser que sa voix ne compte pas dans l'UE.

Le sentiment des Européens à l'égard de leur économie nationale continue de s'améliorer. Quatre Européens sur dix estiment que **la situation économique de leur pays** est « bonne » et moins de six sur dix la jugent « mauvaise ». Les disparités entre les Etats membres restent importantes

Sur la question de l'impact de la crise sur le marché du travail, l'opinion est divisée : **46% des personnes interrogées estiment désormais que « le pire reste à venir »,** tandis que 44% considèrent qu'il « a déjà atteint son apogée ».

Lorsqu'on interroge les Européens sur **l'immigration de personnes venant d'autres Etats membres de l'UE**, une nette majorité d'entre eux a un sentiment « positif ». **L'opinion concernant l'immigration de personnes venant de pays en dehors de l'UE s'est de nouveau détériorée** : elle évoque un sentiment « négatif » pour près de six Européens sur dix. Une majorité écrasante d'Européens estime que **des mesures supplémentaires devraient être prises pour combattre l'immigration illégale de personnes venant de pays en dehors de l'UE**. Plus des deux tiers sont d'avis que ces mesures devraient être prises au niveau de l'UE (soit au niveau de l'UE, soit aux deux niveaux – UE et national). Près de sept Européens sur dix se déclarent favorables à **une politique européenne commune en matière de migration**. Cette proposition rencontre toutefois un soutien un peu moins prononcé qu'au printemps 2015.

Environ deux tiers des Européens **se sentent citoyens de l'UE**, mais cette proportion est en légère baisse par rapport au printemps 2015. Dans 24 Etats membres, les personnes interrogées qui se sentent citoyennes de l'UE représentent la majorité.

Enfin, la plupart des Européens restent **optimistes concernant le futur de l'UE**.

SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES

Entre le 7 et le 17 novembre 2015, TNS opinion & social, un consortium créé entre TNS political & social, TNS UK et TNS opinion, a réalisé la vague EB84.3 de l'enquête EUROBAROMÈTRE à la demande de la COMMISSION EUROPÉENNE, direction générale Communication, unité « Stratégie, actions de communication corporate et Eurobaromètre ».

La vague EUROBAROMÈTRE 84.3 est l'enquête EUROBAROMÈTRE STANDARD 84 et couvre la population de 15 ans et plus ayant la nationalité d'un des 28 États membres de l'Union européenne et résidant dans un des États membres de l'Union européenne.

L'enquête EUROBAROMÈTRE STANDARD 84 a été conduite également dans cinq pays candidats (la Turquie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, le Monténégro, la Serbie et l'Albanie) et en Communauté chypriote turque. Dans ces pays, l'étude a couvert la population nationale et les citoyens de tous les Etats membres résidant dans ces pays et ayant une maîtrise de la langue nationale suffisante pour répondre au questionnaire.

	PAYS	INSTITUTS	N° INTERVIEWS	DATES TERRAIN		POPULATION 15+	PROPORTION UE28
BE	Belgique	TNS Dimarso	1.031	7/11/2015	16/11/2015	9.263.570	2,25%
BG	Bulgarie	TNS BBSS	1.035	9/11/2015	16/11/2015	6.294.563	1,53%
CZ	Rép. Tchèque	TNS Aisa	1.013	7/11/2015	16/11/2015	8.955.829	2,17%
DK	Danemark	TNS Gallup DK	1.001	8/11/2015	17/11/2015	4.625.032	1,12%
DE	Allemagne	TNS Infratest	1.548	7/11/2015	16/11/2015	71.283.580	17,28%
EE	Estonie	TNS Emor	1.004	7/11/2015	16/11/2015	1.113.355	0,27%
IE	Irlande	Behaviour and Attitudes	1.004	7/11/2015	16/11/2015	3.586.829	0,87%
EL	Grèce	TNS ICAP	1.002	7/11/2015	16/11/2015	8.791.499	2,13%
ES	Espagne	TNS Spain	1.002	7/11/2015	16/11/2015	39.506.853	9,57%
FR	France	TNS Sofres	1.026	7/11/2015	16/11/2015	51.668.700	12,52%
HR	Croatie	HENDAL	1.008	7/11/2015	16/11/2015	3.625.601	0,88%
IT	Italie	TNS Italia	1.015	8/11/2015	17/11/2015	51.336.889	12,44%
CY	Rép. de Chypre	CYMAR	500	7/11/2015	16/11/2015	724.084	0,18%
LV	Lettonie	TNS Latvia	1.001	7/11/2015	16/11/2015	1.731.509	0,42%
LT	Lituanie	TNS LT	1.005	7/11/2015	17/11/2015	2.535.329	0,61%
LU	Luxembourg	TNS ILReS	506	7/11/2015	17/11/2015	445.806	0,11%
HU	Hongrie	TNS Hoffmann	1.043	7/11/2015	16/11/2015	8.477.933	2,05%
MT	Malte	MISCO	503	9/11/2015	17/11/2015	360.045	0,09%
NL	Pays-Bas	TNS NIPO	1.023	7/11/2015	16/11/2015	13.901.653	3,37%
AT	Autriche	ipr Umfrageforschung	1.002	7/11/2015	16/11/2015	7.232.497	1,75%
PL	Pologne	TNS Polska	1.012	7/11/2015	16/11/2015	32.736.685	7,93%
PT	Portugal	TNS Portugal	1.011	7/11/2015	16/11/2015	8.512.269	2,06%
RO	Roumanie	TNS CSOP	1.013	9/11/2015	16/11/2015	16.880.465	4,09%
SI	Slovénie	RM PLUS	1.011	8/11/2015	17/11/2015	1.760.726	0,43%
SK	Slovaquie	TNS Slovakia	1.027	7/11/2015	16/11/2015	4.580.260	1,11%
FI	Finlande	TNS Gallup Oy	1.003	8/11/2015	17/11/2015	4.511.446	1,09%
SE	Suède	TNS Sifo	1.018	7/11/2015	17/11/2015	7.944.034	1,93%
UK	Royaume-Uni	TNS UK	1.314	7/11/2015	16/11/2015	52.104.731	12,63%
	TOTAL UE28	TOTAL UE28	27.681	7/11/15	17/11/2015	424.491.772	100%*

* Il convient de noter que le total des pourcentages indiqué dans ce tableau peut dépasser 100% en

CY(tcc)	Comm. chypriote turque	KADEM	500	7/11/2015	14/11/2015	143.226
TR	Turquie	TNS Piar	1.033	7/11/2015	16/11/2015	54.844.406
MK	Anc. Rép. Yougoslave de Macédoine	TNS BRIMA	1.062	7/11/2015	16/11/2015	1.678.404
ME	Monténégro	TNS Medium Gallup	533	8/11/2015	16/11/2015	492.265
RS	Serbie	TNS Medium Gallup	1.010	7/11/2015	16/11/2015	6.409.693
AL	Albanie	TNS BBSS	1.014	7/11/2015	16/11/2015	2.221.572
	TOTAl	TOTAL	31.819	7/11/15	16/11/2015	488.059.766

Le principe d'échantillonnage appliqué dans tous les Etats participant à cette étude est une sélection aléatoire (probabiliste) à phases multiples. Dans chaque pays, divers points de chute ont été tirés avec une probabilité proportionnelle à la taille de la population (afin de couvrir la totalité du pays) et à la densité de la population.

A cette fin, ces points de chute ont été tirés systématiquement dans chacune des "unités régionales administratives", après avoir été stratifiés par unité individuelle et par type de région. Ils représentent ainsi l'ensemble du territoire des pays participant à l'étude, selon les EUROSTAT-NUTS II[1] (ou équivalent) et selon la distribution de la population habitant dans le pays en termes de zones métropolitaines, urbaines et rurales.

Dans chacun des points de chute sélectionnés, une adresse de départ a été tirée de manière aléatoire. D'autres adresses (chaque Nième adresse) ont ensuite été sélectionnées par une procédure de "random route" à partir de l'adresse initiale. Dans chaque ménage, le répondant a été tiré aléatoirement (suivant la règle du "plus proche anniversaire"). Toutes les interviews ont été réalisées en face à face chez les répondants et dans la langue nationale appropriée. En ce qui concerne la technique de collecte de données, le système CAPI (Computer Assisted Personal Interview) a été utilisé dans tous les pays où cela était possible.

Dans chaque pays, l'échantillon a été comparé à l'univers. La description de l'univers se base sur les données de population EUROSTAT ou provenant des Instituts nationaux de Statistique. Pour tous les pays couverts par l'étude, une procédure de pondération nationale a été réalisée (utilisant des pondérations marginales et croisées), sur base de cette description de l'univers. Dans tous les pays le sexe, l'âge, les régions et la taille de l'agglomération ont été introduits dans la procédure d'itération. Pour la pondération internationale (i.e. les moyennes UE), TNS Opinion & Social recourt aux chiffres officiels de population, publiés par EUROSTAT ou les instituts nationaux de Statistique. Les chiffres complets de la population, introduits dans cette procédure de post-pondération, sont indiqués ci-dessous.

Il importe de rappeler aux lecteurs que les résultats d'un sondage sont des estimations dont l'exactitude, toutes choses égales par ailleurs, dépend de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé. Pour des échantillons d'environ 1.000 interviews, le pourcentage réel oscille dans les intervalles de confiance suivants :

Marges statistiques dues au processus d'échantillonnage
(au niveau de confiance de 95%)

tailles d'échantillon en lignes	5%	10%	15%	20%	25%	30%	35%	40%	45%	50%	*résultats observés en colonnes*
	95%	90%	85%	80%	75%	70%	65%	60%	55%	50%	
N=50	6,0	8,3	9,9	11,1	12,0	12,7	13,2	13,6	13,8	13,9	N=50
N=500	1,9	2,6	3,1	3,5	3,8	4,0	4,2	4,3	4,4	4,4	N=500
N=1000	**1,4**	**1,9**	**2,2**	**2,5**	**2,7**	**2,8**	**3,0**	**3,0**	**3,1**	**3,1**	**N=1000**
N=1500	1,1	1,5	1,8	2,0	2,2	2,3	2,4	2,5	2,5	2,5	N=1500
N=2000	1,0	1,3	1,6	1,8	1,9	2,0	2,1	2,1	2,2	2,2	N=2000
N=3000	0,8	1,1	1,3	1,4	1,5	1,6	1,7	1,8	1,8	1,8	N=3000
N=4000	0,7	0,9	1,1	1,2	1,3	1,4	1,5	1,5	1,5	1,5	N=4000
N=5000	0,6	0,8	1,0	1,1	1,2	1,3	1,3	1,4	1,4	1,4	N=5000
N=6000	0,6	0,8	0,9	1,0	1,1	1,2	1,2	1,2	1,3	1,3	N=6000
N=7000	0,5	0,7	0,8	0,9	1,0	1,1	1,1	1,1	1,2	1,2	N=7000
N=7500	0,5	0,7	0,8	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	N=7500
N=8000	0,5	0,7	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	N=8000
N=9000	0,5	0,6	0,7	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	1,0	1,0	N=9000
N=10000	0,4	0,6	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	1,0	N=10000
N=11000	0,4	0,6	0,7	0,7	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	N=11000
N=12000	0,4	0,5	0,6	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	N=12000
N=13000	0,4	0,5	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	N=13000
N=14000	0,4	0,5	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	N=14000
N=15000	0,3	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	N=15000
	5%	10%	15%	20%	25%	30%	35%	40%	45%	50%	
	95%	90%	85%	80%	75%	70%	65%	60%	55%	50%	

1 Chiffres mis-à-jour en août 2015